

N° 2705
60^e année
du 20 juillet
au 2 août 2006
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE

2006

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

**PROCHAINS
NUMÉROS :**

3 août
31 août
7 septembre

**Notre dossier
LA RÉVOLUTION
DREYFUSIENNE**

par
Yves AMIOT
Michel FROMENTOUX
Bernard GUILLERIZ
Yves LENORMAND
Pierre PUJO

(pages 7 à 10)

L'ESSENTIEL

Page 2

RELIGION

– Benoît XVI
au secours de la famille

par Michel FROMENTOUX

Page 4

JUSTICE

– Un syndicat marxiste
au cœur du pouvoir

par Aristide LEUCATE

– Procès Bob Denard :
les intrigues de la république

Un entretien
avec M^e Élie HATEM

Pages 5 et 6

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– G 8 : Le "sacre"
de Vladimir Poutine

par Pascal NARI

– Une épreuve
pour Georges Bush

par Philippe MAINE

Page 11

HISTOIRE

– Barbey d'Aurevilly
politique

par Pierre LAFARGE

Pages 12, 13 et 16

**ARTS-LETTRES-
SPECTACLES**

– Et si on relisait Platon ?

par Pierre CARVIN

– Des romans
pour tous les goûts

par Anne BERNET

– Livres d'été

par Pierre LAFARGE

Page 14

**LES GRANDS TEXTES
POLITIQUES**

– De la physique politique

par Francis VENANT

France-Liban

Solidarité !

Dominique de Villepin s'est rendu à Beyrouth lundi 17 juillet. Un geste de solidarité avec un peuple-frère qui est aujourd'hui massacré par des bombardements israéliens disproportionnés par rapport aux provocations du Hezbollah.

Autrefois la France aurait envoyé des soldats et tenu en respect les belligérants. Depuis saint Louis elle s'est engagée à protéger les populations libanaises. Encore, dans les années 1980, elle dépêcha là-bas des militaires qui n'eurent pas toute liberté d'action, mais dont la présence manifestait la volonté de la France de tenir son engagement. On n'oublie pas les victimes de l'attentat du "Drakkar" en 1983...

Le bref séjour de M. Villepin à Beyrouth est un geste bienvenu mais qui n'est que symbolique. Il doit être prolongé par une action diplomatique intense afin d'obtenir l'arrêt de la guerre entre Israël et le Hezbollah et le respect de la souveraineté du Liban par l'un et par l'autre.

Les Américains ont imposé leur puissance au Moyen-Orient mais ils sont incapables d'y exercer le moindre arbitrage. Ils laissent l'armée israélienne pionner le Liban sans rien faire pour arrêter les combats. Ils continuent ainsi à accumuler les bêtises dans la région.

On souhaite que la France trouve les appuis diplomatiques nécessaires pour faire entendre la voix de la raison ; mais elle doit aussi accroître sa puissance militaire : c'est la seule qui compte en cas de conflit. Dire que certains chez nous, à l'occasion du Quatorze-Juillet, ont demandé une réduction du budget des Armées. Les insensés !

Pierre PUJO

Voir aussi l'article
de Pascal Nari page 5

Une politique familiale à l'envers

De la Conférence annuelle de la famille, réunie ce lundi 3 juillet à Matignon autour du Premier ministre Dominique de Villepin, nous retiendrons surtout que la république a fait de la France un pays de vieux et qu'elle se résigne à la situation.

Qu'on nous comprenne bien : que des moyens soient offerts aux salariés pour aider leurs parents ayant au soir de leur vie perdu leur autonomie n'est pas en soi critiquable. Mais le "congé de soutien familial", la « mesure-phare » de la Conférence, est loin de subvenir à l'essentiel des besoins des familles ! Il sera proposé aux « aidants familiaux » (on n'a rien trouvé de mieux que ce mot horriblement fabriqué...) un congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, non rémunéré et non indemnisé, mais permettant de continuer à jouir des prestations sociales. L'intention est louable mais, selon M. François Fondard, président de l'Union nationale des associations familiales, cette mesure n'intéressera pas plus de 15 000 personnes, car tout le monde n'a pas les moyens de laisser momentanément son emploi !

Si le gouvernement croit par ce biais se décharger du poids de l'aide aux personnes dépendantes, il risque d'être déçu...

En fait la mesure passe à côté du véritable drame de la famille française. Si le poids des personnes âgées se fait tant sentir sur la société actuelle, c'est évidemment parce que les générations ne sont pas renouvelées, donc parce qu'il y a trop de familles sans enfants, ou avec seulement un ou deux. Remettre à l'honneur la famille nombreuse, donc cesser de la condamner à vivre dans la précarité : telle est la toute première urgence. Et, de toutes façons, à leur tour, les enfants nombreux auront, en se relayant, beaucoup plus de possibilités que les enfants uniques pour assister leurs parents vieillissants. Tant il est vrai que transmettre la vie est une condition des bonnes relations entre les générations !

La famille nombreuse dans la précarité

Ce faisant il faut qu'enfin soit rendue à la mère de famille, tant par des aides réelles que par l'abandon d'une mentalité hédoniste et bêtement hostile à la maternité, sa liberté de rester au foyer et d'avoir tous les enfants dont elle et son mari ont envie. La femme qui élève ses propres enfants est la première "aidante

familiale" (pour reprendre l'horrible expression). Elle contribue, entre autres bienfaits, à préparer l'avenir de la nation, à équilibrer la pyramide des âges, à former des jeunes psychologiquement et moralement bien dans leur peau. C'est à elle qu'un État conscient de ses responsabilités devant l'avenir devrait d'abord venir en aide, mais il s'obstine à refuser.

Le malheur est que l'idéologie dominante en république n'envisage la famille elle-même qu'en termes individualistes. Les aides qui lui sont consenties ne sont envisagées que comme des moyens de redistribuer, de façon égalitaire, l'argent public aux personnes, alors que c'est en tant que communauté que la famille a besoin d'être aidée. C'est toute la philosophie de 1789 qui aujourd'hui fait faillite : il faut oser le dire à la face de nos politiciens.

Reste qu'une politique familiale digne de ce nom ne va pas à l'envers ; elle ne se contente pas de regarder vers le passé : elle affronte hardiment, audacieusement l'avenir, elle entretient le goût de transmettre la vie. Les bonnes intentions de la Conférence du 3 juillet ne sont, elles, que replâtrage sans lendemain.

Michel FROMENTOUX

M 01093 - 2705 - F: 3,00 €



FOOTBALL ET DÉMOCRATIE

■ On n'en finit pas de commenter le coup de tête de Zidane contre le joueur italien lors de la finale de la Coupe du monde de football le 9 juillet. L'intéressé a déclaré que son geste répondait à une provocation de l'Italien et a refusé de s'en excuser. De fait, le coup porté était contraire aux règles du football et justifiait l'expulsion du Français par l'arbitre, mais il n'était pas contraire à l'honneur. À la différence de plusieurs joueurs italiens qui participaient à la compétition et qui sont poursuivis dans leur pays pour avoir participé à un match truqué...

Si Zidane était resté dans le jeu, la Coupe du monde serait-elle revenue aux Français ? On ne sait... À dix minutes de la fin, après prolongations, les deux équipes étaient à égalité et ce sont finalement des tirs aux buts très partagés qui ont déterminé le vainqueur. La France et l'Italie méritaient d'être proclamées championnes ex-aequo.

Ce qui doit surtout être retenu, c'est la remontée spectaculaire de l'équipe de France après les médiocres performances des débuts en Coupe du monde. Qu'elle soit parvenue en finale, à deux doigts (deux points aux tirs aux buts) de la victoire est formidable et montre que la ténacité finit souvent par être récompensée.

Mais que l'opinion est fluctuante ! On a pu constater comment, en quelques semaines elle est passée de la déprime à l'exaltation. Début juin, l'équipe de France ne valait rien, nos joueurs étaient trop vieux, etc, et les grands médias enchérissaient chaque jour sur ce thème. Quinze jours après, c'était l'euphorie, les marchands de drapeaux et de maillots tricolores étaient dévalisés. On allait gagner ! Quelle impudence de fonder un régime politique sur une opinion capable de passer si brusquement d'un extrême à l'autre... C'est pourtant ça la démocratie !

P.P.

LE CRÉNEAU

La trahison des élites

■ Évoquant trente ans après sa parution l'ouvrage d'Alain Peyrefitte sur *Le Mal français* dans une tribune sur FIGARO (8-9/7/06), Roger-Gérard Shwartzenberg, député radical de gauche, juge : « En réalité, ce n'est pas la France qui est malade, mais son système politique devenu une "maldémocratie" fonctionnant ou dysfonctionnant à l'écart du suffrage universel. La France est dirigée par une caste restreinte qui procède peu de l'élection et qui décide loin des urnes et des hémicycles. Issus des mêmes milieux, écoles et cabinets, ces nouveaux patriciens sont interchangeables [...] »

Les élites d'aujourd'hui paraissent avoir cessé de croire en leur propre nation et en son élan collectif. Certes la mondialisation croissante de l'économie est une donnée incontournable. Mais pas au point d'accepter de transformer la France en petite province d'un Bas Empire sans gouver-

nance. À la différence de leur classe dirigeante, les Français restent pour leur part attachés à une ambition nationale et à une certaine idée de la France conçue comme la messagère de valeurs universelles. »

Cela est bien vu. Les Français sont privés d'ambition nationale par la caste de leurs dirigeants, de droite ou de gauche. C'est pourquoi ils s'enthousiasment si fort pour leur équipe en Coupe mondiale de football.

Gare à la Constitution !

■ Dans son éditorial de L'INDÉPENDANCE (juin-juillet 2006), Paul-Marie Coûteaux stigmatise les élus U.M.P. qui, au Parlement européen, ont voté contre un amendement déposé par Patrick Louis, du Mouvement pour la France, rappelant qu'on ne pourrait pas imposer la Constitution européenne à un peuple qui n'en veut pas. Ces élus U.M.P. accepteraient donc que ladite constitution soit imposée de l'étranger aux Français !

Le député français au Parlement européen évoque la menace d'un nouveau référendum qui serait organisé sous la présidence allemande de l'Union européenne en 2007. Référendum « d'autant plus dangereux que d'une part il pourrait être organisé à l'échelle européenne afin de noyer les oppositions des peuples récalcitrants et dans l'espoir que, en France, le texte reçoive l'appui cette fois d'une grande majorité de la gauche moyennant un préambule rappelant les principes du droit social européen, concédé par l'Allemagne, ainsi que du nouveau Président Sarkozy – un Sarkozy dont tout le monde attend à Bruxelles une élection triomphale en mai prochain... Quel beau trio feraient Sarkozy, Merkel et Prodi s'ils se mettaient d'accord en juin 2007 pour faire passer d'une manière ou d'une autre la Constitution en force ! »

Paul-Marie Coûteaux n'accorde aucun crédit aux « quelques sorties patriotiques chantant la vieille terre de France, la France profonde » que Sarkozy a produites dans son discours de Nîmes et dont l'objectif était de piper les suffrages des souverainistes.

J.C.

LA VÉRITÉ SUR LA GUERRE D'ESPAGNE

La Nouvelle Revue d'Histoire est devenue la NRH par la volonté de juges estimant qu'elle faisait ombrage à une autre revue portant un titre voisin. Toujours dirigée par son fondateur Dominique Venner, elle continue à publier chaque mois des numéros dont les qualités de fond et de forme ne sont plus à vanter. Nous le reconnaissons volontiers même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec les idées exprimées dans les articles.

Ce n'est pas le cas du numéro 25 (juillet-août 2006) dont le thème central est *La Guerre d'Espagne* qui commença ouvertement il y a soixante-dix ans avec le soulèvement nationaliste du 18 juillet 1936. Le dossier publié sous la direction d'Arnaud Imatz, spécialiste de l'Espagne est très objectif, ce qui est méritoire sur un sujet qui demeure brûlant. Le numéro évoque dans des articles documentés les désordres de la république espagnole qui, à partir de 1934, laissa s'installer un climat d'anarchie sanglante. Il évoque les persécutions religieuses, le rôle des carlistes dans le soulèvement, et dresse un portrait comparé du général Franco et de José-Antonio. Un historien espagnol comme Ricardo de la Cierva y prend la parole et dénonce l'offensive menée dans les milieux intellectuels et universitaires depuis l'arrivée au pouvoir de José-Luis Zapatero (2003) pour réhabiliter le Frente popular. L'historien Pio Moa dénonce *Les légendes fondatrices de la guerre d'Espagne*, etc.

Ce dossier sert la vérité historique. Il est agrémenté de nombreuses photographies dont certaines peu connues. Domage qu'on n'y trouve pas celle de la basilique du Valle de Los Caidos, où reposent côte à côte républicains et nationalistes, un monument qui symbolise la réconciliation nationale.

J.C.

* La NRH, 88, avenue des Ternes, 75017 Paris. Le numéro : 6 euros.

RELIGION

Benoît XVI au secours de la famille

Si ce dimanche 9 juillet les ondes et les écrans n'avaient pas été envahis par la Coupe du monde de foot en train de s'achever, on aurait sans doute beaucoup plus entendu parler d'une autre rencontre, mondiale elle aussi, celle des familles, laquelle s'est tenue les 8 et 9 juillet à Valence en Espagne sous la présidence du cardinal Alfonso Lopez Trujillo, président du Conseil pontifical pour la famille, et en présence, pour la clôture, du pape Benoît XVI. Le plus grave est que les médias qui en ont quand même parlé le lendemain se soient crus obligés d'en minimiser l'importance...

D'abord le chiffre : alors que la police espagnole parlait d'au moins un million de participants à la messe, on a, de ce côté des Pyrénées, dit quelques centaines de milliers. Il fallait, semble-t-il, faire croire qu'il y avait moins de monde qu'à la Gay Pride de Madrid quinze jours plus tôt...



Benoît XVI

Ensuite les propos mêmes du pape : on a voulu faire croire que le souverain pontife avait, pour parler familièrement, "mis de l'eau dans son vin". Et d'expliquer que l'Espagne est en train de secouer son passé chrétien : la famille y est attaquée comme partout, le mariage homosexuel a été voté il y a déjà un an sans que le roi Juan-Carlos lui-même ait eu les moyens constitutionnels de s'y opposer, le divorce a été facilité, le gouvernement socialiste de José-Luis Zapatero est en train de supprimer le catéchisme à l'école, etc. On omet toutefois de dire qu'à ces mesures les Espagnols ont déjà répondu par d'énormes manifestations de protestation où les évêques ont marché en tête ! Alors, faire croire que le pape se serait senti tenu d'édulcorer son discours pour amadouer M. Zapatero n'a aucun sens : s'il s'est montré, comme il se doit, respectueux des personnes, il a dit très clairement, au cours de la messe en présence de la famille royale (et en l'absence de M. Zapatero dont on se passait bien) la pensée constante de l'Église qui n'a pas à s'adapter aux circonstances.

Contre le subjectivisme...

Son homélie a été une dénonciation sans faille du subjectivisme à la mode en matière morale. « Dans la culture actuelle, on exacerbe souvent la liberté de l'individu conçu comme sujet autonome, comme s'il se faisait lui-même et qu'il se suffisait à lui-même, en

marge de ses relations avec les autres et étranger à ses responsabilités envers autrui. On entend organiser la vie sociale seulement à partir de désirs subjectifs et changeants, sans aucune référence à une vérité objective préalable. »

Or, rappelle le pape, la famille constitue le milieu où l'homme peut naître dans la dignité : « Lorsque l'enfant naît, à travers sa relation avec ses parents, il commence à faire partie d'une tradition familiale, dont les racines sont encore plus anciennes. Avec le don de la vie, il reçoit tout un patrimoine d'expériences » À ces constatations relevant de la politique naturelle (relire Maurras à ce sujet), l'Église donne la plénitude de leur valeur en rappelant que « le véritable libéré de l'être humain vient du fait d'avoir été créé à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est pourquoi l'éducation chrétienne est une éducation de la liberté et pour la liberté ».

Il s'ensuit que l'État a des devoirs envers la famille : « reconnaître et soutenir cette institution est un des services les plus importants que l'on puisse apporter aujourd'hui au bien commun et au véritable développement des hommes et des sociétés. »

...et l'hédonisme

Dans cette homélie comme à la veillée du samedi, Benoît XVI n'a cessé d'insister sur le rôle irremplaçable de la famille fondée sur le mariage d'un homme et d'une femme, le mariage « ouvert au don généreux de la vie », où les enfants sont « le fruit de l'amour, du don total de leurs parents », où ces mêmes enfants puissent contempler « les moments d'harmonie et d'affection de leurs parents plutôt que les moments de discorde ou d'éloignement ».

Pour quiconque sait lire et entendre, comment ne pas voir dans ces propos la condamnation sans appel de la reconnaissance par la loi des unions homosexuelles, du divorce, du laxisme d'une éducation sans Dieu ?

Benoît XVI se place tout à l'opposé d'un « hédonisme très répandu, qui banalise les relations humaines et qui les vide de leur valeur et de leur beauté authentiques ». Et s'il a redit qu'il n'était pas question d'étouffer l'amour et d'empêcher de goûter le bonheur dans l'amour, c'est pour ajouter aussitôt que « l'amour humain a besoin d'être purifié et de mûrir pour être pleinement humain et pour être le principe d'un bonheur vrai et durable ».

Les discours des politiciens d'Espagne et d'ailleurs qui s'évertuent à changer les mœurs apparaissent, à côté de tels propos, bien pauvres, et les lois qu'ils inspirent bêtement tyranniques et insupportables. Les catholiques ou même beaucoup de non catholiques, commencent à s'en rendre compte, en dépit de médias...

Michel FROMENTOUX

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : Pierre Pujot
- Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Chronique militaire : Bernard Guillerez
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujot
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

LA DISCORDE DANS L'ÉTAT

Interviewé le 14 juillet par des journalistes dans les jardins de l'Élysée, Jacques Chirac a reconnu à Nicolas Sarkozy des qualités d'« homme d'État » en lui apportant son soutien pour régler la question des immigrés « sans papiers ». Trois jours après, le ministre de l'Intérieur publiait un ouvrage dans lequel il disait son « admiration pour les qualités de M. Chirac ». Malgré ces compliments réciproques la hache de guerre n'est pas enterrée entre eux. Le chef de l'État appuie l'action de son ministre de l'Intérieur, ce qui est la moindre des choses. Les éloges de M. Sarkozy sont de ceux qu'on peut décerner à un rival sans pour autant avoir la moindre connivence avec lui.



PAR
PIERRE PUJO

Les entraves de la démocratie

L'opposition entre les deux hommes demeure entière. Dans son livre Nicolas Sarkozy écrit qu'il y a des « désaccords de fond entre nous ». Ils ne sont pas près de s'atténuer. Le ministre de l'Intérieur est possédé par son ambition présidentielle et y rapporte tous ses propos et tous ses actes. Pour cette raison il s'est employé ces derniers mois à faire échec en toutes circonstances au Premier ministre. Il ne peut admettre que celui-ci remporte des succès qui terniraient le mirage de la « rupture » qu'il fait miroiter aux électeurs. Au printemps, il a contribué largement à la recule du gouvernement dans l'affaire du contrat de première embauche (C.P.E.) en n'apportant au projet que le soutien flageolant de l'U.M.P.

Le 7 septembre le Parlement est convoqué en session extraordinaire pour débattre d'un projet de loi qui doit permettre la fusion de Gaz de France avec Suez. L'U.M.P., tenue en mains par M. Sarkozy, traîne les pieds. L'issue du débat est incertaine, car la gauche, bien entendu, va se déchaîner... Afin de sauver les emplois des sociétés contrôlées par Suez, M. de Villepin sera-t-il obligé de recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter le texte du gouvernement ?

«L'heure de l'action»

Il y aura d'autres sujets de discorde entre les parlementaires de l'U.M.P. et le gou-

vernement. M. Chirac a dressé la liste des mesures économiques et sociales à prendre dans les mois qui viennent, de l'encadrement des «stocks-options» (heureusement traduites par M. Chirac en «options sur titres») à la réduction du délai d'instruction des demandes d'asile. Les députés du parti majoritaire n'en retiendront que ce qui pourra servir leurs intérêts électoraux. Ils redoutent d'avoir à supporter en mai-juin 2007 les effets des mesures impopulaires quand surviendront les législatives...

M. Chirac a refusé d'admettre que dans la dernière année d'un quinquennat le gouvernement ne puisse prendre aucune décision importante et, en quelque sorte, doive se borner à gérer les «affaires courantes». « Je ne suis pas à l'heure du bilan mais de l'action » a-t-il proclamé, ajoutant : « Je ne me sens pas dans un temps limité ». C'est à croire qu'il vient d'arriver au pouvoir et qu'il est impatient d'agir... Il jette un défi à la démocratie en faisant abstraction d'une campagne présidentielle qui est d'ores et déjà commencée. Non qu'il méprise le peuple, mais il affecte d'ignorer la proximité d'une échéance électorale capitale. Comment, dans cette période risquer de susciter des mécontentements en procédant à des réformes ? Toute réforme dérange des positions acquises...

En laissant entendre qu'il pourrait se représenter l'an prochain, M. Chirac a entendu affirmer son autorité jusqu'au bout de son quinquennat. À moins qu'il n'envisage de briguer un troisième mandat, en jouant de l'argument du changement dans la continuité (ou l'inverse !). Ce serait alors

la guerre ouverte avec M. Sarkozy et l'éclatement de l'U.M.P.

M. Chirac et M. Sarkozy divergent sur la conception même des institutions. M. Chirac s'accroche à la primauté présidentielle. M. Sarkozy appuie sa candidature sur son parti. Il imagine une république où deux partis principaux alterneraient au gouvernement, le chef du parti vainqueur disposant de tous les pouvoirs comme aux États-Unis. Le parti conservateur rassemblerait les diverses tendances de la droite, le parti socialiste celles de la gauche. Les Français n'accepteront jamais d'être ainsi encadrés. Ils ont besoin d'avoir à leur tête un homme au-dessus des partis en l'absence d'un roi. Nos présidents essayent de jouer ce rôle mais l'hôte de l'Élysée n'est jamais que l'homme d'un clan.

La souveraineté de la France

Au début du mois, M. Sarkozy déclarait en Touraine : « Je ne suis pas un idéologue. Je ne suis l'otage de personne. J'ai une mission de rassemblement. Rassembler les libéraux, les gaullistes, les centristes, les européens, les souverainistes. Je dois assumer la cohérence de l'ensemble ». M. Sarkozy ratisse large pour engranger les électeurs. On cherche dans cette énumération l'homme de conviction. Ainsi, être souverainiste, ce n'est pas adhérer à une «sensibilité politique» parmi d'autres, mais vouloir défendre la souveraineté de la France contre toute abdication irréversible. Cela est incompatible avec la «construction européenne» telle qu'elle est conçue actuellement et qui a conduit à la Constitution rejetée l'an dernier par le peuple français.

À l'heure où le Liban, notre pays frère, est menacé de destruction par l'affrontement entre Israël et ses ennemis, à l'heure où les tensions internationales s'aggravent, la France doit se garder les moyens de peser sur l'évolution des événements sans être à la remorque d'autres pays. On souhaiterait que l'approche de l'élection présidentielle soit l'occasion de se demander pourquoi la France a régressé dans le monde depuis trente ans et comment elle pourrait retrouver un peu de sa puissance.

La France en 2050

Selon une étude de l'INSEE publiée le 7 juillet, en 2050 « la population de la France métropolitaine s'établirait à 70 millions d'habitants contre 60,7 millions en 2005 ». En raison de son vieillissement, jugé « inéluctable », c'est l'immigration qui permettrait à la population de continuer de croître à partir de 2045. L'Institut prévoit un solde migratoire de + 100 000 personnes par an sur la période.

Nostalgie militaire

Près de 60 % des Français regrettent le service militaire : c'est la conclusion d'un sondage IFOP réalisé pour Valeurs Actuelles les 29 et 30 juin. Son rétablissement serait coûteux et peu adapté aux besoins militaires, selon le ministre de la Défense. En revanche, la création d'un service civil obligatoire est envisageable ; 44 % des Français y seraient favorables. Les socialistes ont adopté une proposition en ce sens dans leur projet pour 2007.

Quotas ethniques

Dans un entretien accordé à l'Observatoire du communautarisme (communautarisme.net), Sophia Chikirou, candidate à l'investiture socialiste dans la 21^e circonscription de Paris, accuse son parti de l'avoir écartée « pour des raisons qui ne sont pas politiques mais ethniques », de façon à répondre aux attentes de la communauté antillaise vivant à Paris, suivant une politique de quotas. Dénonçant plus généralement la discrimination positive, elle juge cette méthode « indigne pour la personne humaine », soulignant qu'elle « ouvre la voie à des rivalités inter-communautaires dangereuses ».

G.D.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

Vigilance nationale

■ L'Action Française 2000 ne prend pas de vacances. Elle continuera à paraître deux fois par mois en août et septembre (3 et 31 août, 7 et 21 septembre). Elle assurera sa tâche de vigilance nationale. Ces mois de déplacements et de rencontres doivent être mis à profit par nos amis pour faire connaître autour d'eux L'Action Française 2000, pour recruter des abonnés. Demandez le journal dans les maisons de la presse, vendez-le à la criée dans les lieux de villégiature.

À la différence de bien d'autres journaux L'Action Française 2000 ne cultive pas des humeurs ou des partis-pris mais apporte à ses lecteurs des réflexions guidées par le souci du seul intérêt national.

Comme le niveau des rivières, nos recettes diminuent durant l'été.

Nous avons pourtant de lourdes échéances à honorer. Pensez à alimenter la souscription qui nous apporte un complément de ressources indispensable, notamment pour faire face à des dépenses imprévues (en dernier lieu le changement de la serrure de notre porte d'entrée). Nous avons besoin cette année d'une aide de 55.000 euros. Merci d'avance.

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Pe tits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 11

Virements réguliers : M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{me} Bernard

Gancel (3 mois), 45,73 ; M^{me} Thérèse Ampe-Mélis (3^e trimestre), 45 ; Marius Guigues (3 mois) 16,02 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; Georges Delva, 25 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Jacques Bentégeat, 53,36.

Pour le photocopieur : M^{me} Catherine Schepens, 50 ; anonyme, 50 ; Cercle Jules Lemaitre du Havre, 40 ; Jean-Claude Bougant, 150 ; M^{me} Corinne Schoch, 250 ; "anonyme 37", 150 ; Christian Desjonquères, 365,88.

Amadeus Ciscar Penella, 140 ; anonyme, 150.

Total de cette liste : 1 616,90 €
Listes précédentes : 19 701,11 €

Total : 21 318,07 €
Total en francs : 139 837,37 F

Cadeau de fin d'année

C'est un nouveau record : 81,9 % des lycéens ont obtenu le baccalauréat cette année. Les lauréats ont reçu les félicitations du ministre de l'Éducation Gilles de Robien : « Ils ont travaillé, ils ont réussi. C'est bien ainsi. » On se demandera tout de même si le «cadeau» n'est pas empoisonné : est-ce qu'on rend service aux étudiants en retardant sans cesse le moment de la sélection ?

Jalousie nationaliste

« Nous sommes tous des Italiens ! » Voilà un slogan scandé par des Français qu'on croyait pourtant nationalistes, à la veille de la finale de la Coupe du monde de football. Considérant parfois la couleur de la peau

avant celle du maillot, supportant mal de voir la majorité de nos compatriotes se réapproprié, pendant quelques jours, des couleurs nationales qu'ils sont généralement les seuls à arborer, ils ont préféré cultiver leur marginalité au lieu de saluer l'enthousiasme collectif. Certes, ce n'est que du sport... Mais n'est-ce pas un symbole ?

L'été avec Sarko

Le 11 juillet, la caravane de l'UMP a entamé sa tournée des plages françaises. Au programme : distribution de T-shirts, de repose-têtes et de tongs aux couleurs du parti. Un avion longera même une cinquantaine de plages en traînant un bandeau «adhérez à l'UMP». Va-t-on revaloriser le politique en le traitant comme la plus vulgaire des entreprises commerciales ?

G.D.

Un syndicat marxiste au cœur du pouvoir

Les rapports entre la police et la Justice constituent un véritable serpent de mer politico-médiatique. Pour simplifier, on dira que la première se plaint, à juste titre, d'un certain laxisme de la seconde, quand cette dernière n'a de cesse de vitupérer, non sans raison, parfois, contre les violences de celle-ci. On ne peut que regretter ces frictions entre deux institutions dont la fonction primordiale est de sauvegarder la paix publique et de distribuer la justice.

« les jeunes mêlés aux échauffourées de ces jours-ci ne sont pas des délinquants même s'ils ont commis objectivement des délits ». Cette citation en dit long sur l'état de la Justice en France.

À l'exemplarité de la sanction a succédé l'indulgence la plus effrénée. Quand elle ne relâche pas un délinquant "bien-connu-des-services-de-police", et ce, au nom de la liberté individuelle et de la présomption d'innocence, voire du trop-plein des prisons, la Justice absout, commue ou amoindrit les fautes les plus inexcusables des délinquants en cols blancs.

Mais que penser, par ailleurs, de la méfiance réciproque qui s'établit parfois entre les juges et la police ? Le S.M. et tous les magistrats affidés à celui-ci semblent nourrir, en tous les cas, une bien curieuse aversion pour tout ce qui touche à la police. On se souviendra, par exemple, du sulfureux livre, *Vos papiers ! Que faire face à la police?*, paru en 2001, dans lequel le S.M. vilipendait les contrôles d'identité considérés comme attentatoires à la liberté d'aller et de venir, voire vexatoires et infamants pour ceux qui en font l'objet.

En clair, le S.M. et ses membres, contribuent, à force de subversions et d'agit-prop trotskomaux à déstabiliser insidieusement les institutions et, finalement, à encourager, sinon le crime, tout au moins son impunité lénifiante. Nous assistons, sans mot dire, depuis près de trente ans, au dévoiement de la « **défense sociale nouvelle** », laquelle, selon son concepteur, le magistrat Marc Ancel, visait non pas « **la défense du délinquant contre la répression, mais au contraire la défense de la société contre le crime** ». Pour le S.M., comme pour Rouseau et, plus tard, Jospin, ce n'est pas le délinquant qui est blâmable, mais la société qui est violente avec lui ! Ce qui autorise, dès lors, le syndicat rouge à qualifier le ministre de l'Intérieur de « **délinquant** » sur son site Internet.

De même, prompt à dénoncer des gardes à vues abusives, l'hostilité quasi-xénophobe de la préfecture de police ou l'arbitraire policier, le S.M. tire à boulets rouges sur une police dont l'existence seule suffit à la déconsidérer aux yeux des citoyens. On retrouve là tout le manichéisme d'une extrême gauche enserrée dans le corset rigide du dogme de sa religion marxiste, abhorrant l'autorité, instrument bourgeois de la domination du prolétariat. Cette ultragauche anarcho-syndicaliste est cependant aveuglée par son idéologie, le plus dangereux étant qu'elle la distille sournoisement dans toutes les couches de l'organisation judiciaire française.

Le Syndicat de la magistrature (S.M.) offre un exemple tout à fait frappant d'entrisme idéologique. Le bureau du S.M. est composé en grande majorité de juges siégeant au tribunal de Bobigny. Cette précision n'est pas inutile quant on sait que Jean-Pierre Rousenczev, juge des enfants dans ce même tribunal, bien connu pour ses opinions très progressistes (c'est une litote !), a osé écrire, au plus fort des émeutes banlieusardes de novembre 2005, dans un document à l'adresse de ses étudiants en master de droit pénal de la faculté de Nanterre que

Le S.M. est enserré dans le corset rigide du dogme de sa religion marxiste, abhorrant l'autorité, instrument bourgeois de la domination sur le prolétariat...

Hélas, si nobles fussent-elles, ces prérogatives, les plus essentielles qu'il se peut y avoir dans l'État, ont perdu en crédibilité autant qu'en légitimité. Les causes sont multiples et la moindre n'est pas celle de la déshérence de l'autorité de l'État.

L'entrisme du SM

Le problème tient, notamment, à la forte politisation des syndicats de magistrats. Si le concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature (E.N.M.) permet, autant que faire se peut, d'obvier à cette fâcheuse tendance, il n'en reste pas moins que les nouveaux magistrats sont une proie de choix pour les partis politiques qui, via les officines syndicales, s'assurent un copinage à peu de frais. À l'instar des militaires et des préfets, les magistrats eussent dû, à la Libération, être privés du droit de se syndiquer comme ils le furent, en revanche, de se mettre en grève. De bout en bout de la hiérarchie judiciaire, jusqu'au Directeur des affaires criminelles et des grâces, en passant par le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.), l'infiltration de magistrats politisés, surtout à l'extrême gauche, sape considérablement les bases de l'État.

Le Syndicat de la magistrature (S.M.) offre un exemple tout à fait frappant d'entrisme idéologique. Le bureau du S.M. est composé en grande majorité de juges siégeant au tribunal de Bobigny. Cette précision n'est pas inutile quant on sait que Jean-Pierre Rousenczev, juge des enfants dans ce même tribunal, bien connu pour ses opinions très progressistes (c'est une litote !), a osé écrire, au plus fort des émeutes banlieusardes de novembre 2005, dans un document à l'adresse de ses étudiants en master de droit pénal de la faculté de Nanterre que

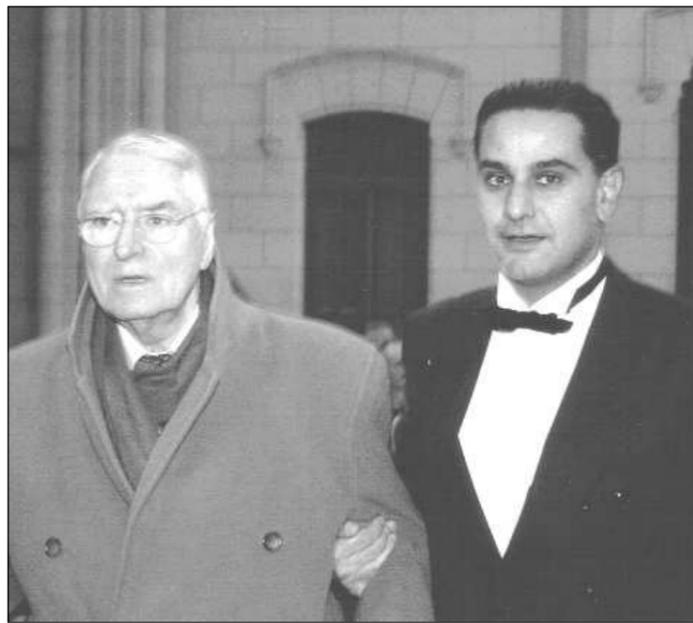
LE PROCÈS BOB DENARD

Les intrigues de la République

■ Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro (A.F. 2000 du 6 juillet 2006), le Parquet a interjeté appel après la décision de la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris de condamner à des peines d'emprisonnement avec sursis Bob Denard et ses compagnons pour avoir perpétré un coup d'État aux Comores en 1995. On n'a donc pas fini d'entendre parler de Bob Denard bien qu'il soit atteint de la maladie d'Alzheimer. Nous avons voulu en savoir plus en interrogeant son avocat M^e Élie Hatem.

L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Êtes-vous satisfait du jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Paris dans cette affaire ?

ÉLIE HATEM. – Je n'en suis pas insatisfait bien que j'eusse préféré obtenir la relaxe pour mon client. Ce dernier avait obtenu "le feu orange" des autorités françaises pour entamer cette opération qui est certes illicite au regard du droit, mais elle s'est déroulée sous le commandement de l'autorité légitime : celle de l'État français et des services secrets.



Bob Denard aux côtés de son avocat Élie Hatem

En effet, cette opération s'est déroulée de deux phases : la première est celle de l'intervention de M. Denard et de ses compagnons qui a été suivie d'une deuxième phase, celle de l'intervention de l'armée française. Cette dernière s'est servie de la première phase comme prétexte pour intervenir en vertu d'un traité de coopération franco-comorien. Cependant, ce traité est contraire au *ius cogens* (normes impératives du droit international public : la non-intervention dans les affaires des États).

Par ailleurs, si la France ne voulait pas le renversement du président comorien, Djohar, ses

troupes l'auraient remis en place à la reddition de M. Denard. Ce qui n'a pas été le cas. L'armée française a exilé le président Djohar à l'île de la Réunion et ne lui a permis de regagner son pays et le pouvoir qu'à l'issue de sa signature d'un engagement en vertu duquel il ne se présenterait pas aux élections présidentielles.

Il s'avère donc que l'État français, au même titre que M. Denard, est responsable de cette opération qui avait pour objectif le renversement de M. Djohar. Or, comme il est impossible de mettre en cause la responsabilité pénale de l'État français, le Tribunal s'est contenté de mettre en cause mon client et ses compagnons.

La dérobade des politiciens

A.F. 2000. – Quand vous dites que c'est l'État français qui est co-responsable de cette affaire, vous insinuez les services secrets (la DGSE) ou les autorités politiques ou bien les deux ?

E.H. – Les services secrets sont aux ordres des autorités politiques. Ils sont malheureusement en ligne de mire et paient les pots cassés de la politique politicienne. Nous l'avons vu à l'occasion de l'affaire du Rainbow Warrior.

Dans ce dossier, mon client, qui est un correspondant des services secrets et qui a consacré sa

cherchent à plaire et à ménager l'opinion publique dans leur course au pouvoir ou pour leur maintien au pouvoir. C'est la raison pour laquelle ils sacrifient l'honneur et le courage au profit de calculs politiques. Ils n'assument pas leur responsabilité. Ainsi donc, mon client qui se surnommait le "corsaire de la République" est devenu le "bouc émissaire de la République".

Tension franco-comorienne

A.F. 2000. – Mais pour quelle raison la France cherchait-elle à se débarrasser du président Djohar ?

E.H. – Le président Djohar qui avait pourtant été soutenu dans un premier temps par le président français, François Mitterrand, qui lui avait même dépêché deux lieutenants de la DGSE pour assurer sa sécurité au Palais présidentiel de Moroni, a déçu la France en 1993, en se rendant en Iran qui avait des relations tendues avec Paris.

François Mitterrand lui a fait savoir ce mécontentement quand il l'a reçu à Paris, à l'issue de cette visite à Téhéran. Les relations entre la France et le président Djohar se sont ensuite dégradées davantage à l'occasion de la fête d'indépendance de la Libye où le président comorien s'est rendu à Tripoli. À cette occasion, des drapeaux des États-Unis, de l'Angleterre et de la France ont été mis par terre et les invités à la parade ne pouvaient que les piétiner en se rendant à la tribune officielle. La France a alors très mal apprécié cette affaire, en reprochant au président Djohar de s'être rendu à cette manifestation.

Enfin, le "visa Balladur" exigé des Comoriens désireux de se rendre à Mayotte a augmenté la tension entre le président Djohar et la France qui a voulu se débarrasser de lui. Les coups d'État étant monnaie courante dans certains pays, y compris en France d'ailleurs (la V^e République est issue d'un coup d'État, celui du 13 mai 1958), le seul moyen de le faire était le recours aux services de Bob Denard qui avait fait ses preuves en Afrique.

A.F. 2000. – Avec ce procès, la maladie de Bob Denard, peut-on dire qu'une page de l'histoire africaine de la France est pliée ?

E.H. – Non seulement avec ce procès, mais avec le décès de plusieurs personnalités clés qui ont tissé la politique africaine de la France (Jacques Foccard, Maurice Robert, Jannou Lacaze, le général De Gaulle) et avec le changement de l'échiquier politique international (chute du communisme, absence de bipolarisation, hégémonie américaine), cette page est tournée...

Propos recueillis par Pierre PUJO

PROCHE-ORIENT

Vers un embrasement général

C'était attendu, et cela risque fort de n'être qu'un commencement. **par Pascal NARI** doute. Il ont voulu saboter le début du commencement d'un processus de normalisation qui se dessinait. Il y ont parfaitement réussi. Dans le seul intérêt du régime de Téhéran qui cherchait à riposter aux pressions exercées pour qu'il renonce à la fabrication des armes nucléaires.

On a laissé trop longtemps pourrir la situation en Palestine, au Liban, en Irak, sans oublier la crise nucléaire avec l'Iran, ces foyers de crise étant liés les uns aux autres. On en récolte à présent les fruits.

Le temps est réellement compté pour éviter un embrasement général de tout l'Orient arabo-musulman et par contre coup des vives tensions dans nos banlieues.

Mettons au clair quelques points que l'on aborde malheureusement peu dans les commentaires tant il est devenu habituel de s'en tenir aux effets médiatiques dans le déroulement des événements qui sont en train de bouleverser l'équilibre mondial et d'en occulter les causes profondes.

Ce qu'on pouvait éviter

Si Israël et ses alliés-protecteurs américains avaient fait l'effort nécessaire pour débloquer la situation en Palestine, si la communauté européenne au lieu de régler les factures sans dire un mot avait une réelle influence sur la situation, les extrémistes du Hamas, vrai mouvement terroriste, n'ayons pas peur de le dire, n'auraient pas pu prendre le pouvoir en Palestine. Et tout le reste n'aurait guère suivi.

Si on avait poussé l'avantage acquis au Liban en dégageant réellement le pays de la néfaste mainmise syrienne, et n'y avait pas ménagé le Hezbollah, autre partie islamiste et terroriste, encadré, financé et manipulé par les ayatollahs de Téhéran, ce pays tellement cher à notre cœur ne serait pas tombé dans la situation actuelle et ne serait pas en train d'être transformé en champ de mines.

Si on n'avait pas détruit l'Irak – le mot est faible – au lieu de l'aider à devenir un État de droit, ce pays ne serait pas devenu le foyer de toutes les tensions, le vivier du terrorisme que l'on voulait combattre.

Si depuis plus de deux ans – en la matière la faute et la responsabilité des Européens sont impardonnables – on n'avait pas tergiversé avec les ayatollahs, la crise nucléaire avec l'Iran n'aurait pas atteint le niveau d'alerte actuel.

Avec des si on ne fait pas de la politique. Précisons les principales données de la crise actuelle:

Provocation

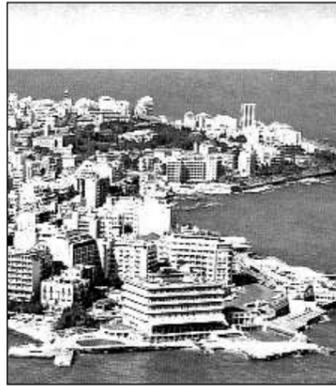
La volonté de provocation du Hamas en Palestine et du Hezbollah au Liban ne fait pas le moindre

commencement d'un processus de normalisation qui se dessinait. Il y ont parfaitement réussi. Dans le seul intérêt du régime de Téhéran qui cherchait à riposter aux pressions exercées pour qu'il renonce à la fabrication des armes nucléaires.

Heureusement quelques observateurs ont osé dire que tout cela remontait à la déstabilisation de l'Iran en 1978. Sans Neauphle-le-Château on n'en serait pas là. C'était la faute originelle.

La riposte israélienne est, donnons raison sur ce point à Jacques Chirac, « disproportionnée ». Faut-il détruire le Liban pour éliminer le terrorisme du Hezbollah et ses trois ou quatre mille activistes surarmés par Téhéran ?

On peut en douter.



Beyrouth

La guerre du Liban, malgré le début d'une médiation italienne dimanche dernier, peut s'étendre. La tension sanglante en Palestine aussi.

On a quelque peu oublié l'Irak ces jours-ci, mais on continue de s'y tuer par dizaines chaque jour et l'impasse est totale.

Il faut une fermeté éclairée

En dehors de quelques accalmies passagères, toujours possibles, il faudrait que les grandes puissances s'attaquent, enfin, de front à l'ensemble de ces problèmes.

Seule une fermeté éclairée, et non le seul usage de la force brutale, pouvait être productive. Elle n'est possible que par l'unité d'action du monde occidental qui a encore les moyens de faire face à la poussée islamiste.

Le temps est réellement compté pour éviter un embrasement général de tout l'Orient arabo-musulman et par contre coup des vives tensions dans nos banlieues ou les petites incivilités islamistes sont à l'œuvre non au service de l'islam mais de la subversion.

Imposer immédiatement une cessation des hostilités, puis entamer une vraie solution politique en Palestine comme au Liban. Mais aussi opérer une révision totale de politique à l'égard du régime de Téhéran et en Irak.

Rêves pieux ?

LE SOMMET DE SAINT-PÉTERSBOURG
Le "sacre" de Vladimir Poutine

Personne ne s'attendait à des résultats spectaculaires du sommet des huit pays les plus riches ou puissants du monde, ou supposés tels, qui s'est tenu les 15 et 16 juillet dans la capitale de la Russie impériale, plus resplendissante que jamais. Il n'y en a, effectivement pas eu. D'autant plus que le sommet a été dominé par la crise au Proche-Orient.

Le communiqué final contient, comme dans toutes les réunions de ce niveau, des généralités, pour ne pas dire des banalités, sur la nécessité de la diversification et de la sécurisation de l'approvisionnement énergétique des pays participants, et leur désir de coopération dans divers domaines. Un texte que l'on oubliera aussitôt.

Racines historiques

Non seulement la participation de la Russie déjà effective depuis un certain temps, mais surtout que Vladimir Poutine ait présidé le sommet, constituent une consécration pour cet immense pays riche qui retrouve sa puissance et son rôle.

Quels que soient les sarcasmes de quelques commentateurs, la renaissance de Saint-Pétersbourg, la splendeur retrouvée de ses palais et monuments et la parfaite organisation de la réunion, étaient et sont déjà des signes de ce retour de la Russie parmi les Grands. Une Russie qui ne présente aucun danger idéologique et impérial, bien qu'elle tente de retrouver avec succès ses racines historiques et religieuses.

Ce n'est pourtant pas dans ce domaine que la Russie de Poutine attire l'attention. Premier exportateur mondial de gaz, second de pétrole, la Russie est devenue une pièce maîtresse de l'économie mondiale. L'Europe en dépend pour 26 % de son approvisionnement en gaz aujourd'hui. Ce chiffre pourrait s'élever à... 70 % en 2020. Une

constatation, certes, mais le danger d'une situation quasi "monopoliste" ou tout au moins de domination du marché n'est pas à écarter.

L'économie russe est prospère, malgré ses faiblesses : un taux de croissance qui tourne autour de 6 % depuis sept ans. Sa dette extérieure a été remboursée par anticipation tandis que sous Gorbatchev et Eltsine le pays était pratiquement en état d'insolvabilité et qu'émendait des "rallonges" de crédits de plus en plus humiliantes. Le budget russe est excédentaire depuis quatre ans, ce qui a permis de constituer un fonds de réserve, riche

faible de la Russie qui se dépeuple. Mais Poutine vient de lancer un gigantesque et ambitieux plan d'engagement aux familles nombreuses. Le pari pourrait être gagné.

On comprend dès lors, les critiques et les sarcasmes des uns et des autres, l'inquiétude des "grands intérêts" face à ce pays qui se veut patriote, qui ne joue qu'avec prudence le jeu de la mondialisation.

L'entrée de Moscou dans l'O.M.C. a été retardée. Le président Bush a souhaité que la Russie retrouve le chemin de la "démocratie". Comme l'Irak ? Décidément le ridicule ne tue



Saint-Pétersbourg plus resplendissante que jamais

déjà de 70 milliards de dollars pour faire face aux années difficiles. La monnaie nationale, le rouble, est totalement convertible depuis le 1^{er} juillet au même titre que l'euro, le dollar ou le yen, et fait preuve pour le moment d'une belle stabilité sur les marchés mondiaux.

Une puissance qui mérite le respect

Certes, les inégalités sociales subsistent de manière inquiétante comme dans les "grandes démocraties" occidentales. Mais elles sont en régression. La population est en baisse, c'est le grand point

plus. Quelque deux cents opposants allant de l'ultra-gauche à l'extrême droite antisémite, ont tenu une conférence de presse devant deux fois plus de journalistes russes et étrangers pour dénoncer l'absence de la liberté d'expression en Russie ! Cela n'a même pas fait rire.

Il est temps que face à une puissance montante, qui ne menace au demeurant aucun pays, qui mérite le respect voire l'admiration, certaines attitudes négatives et improductives changent.

Le sommet de Saint Pétersbourg et le triomphe de Poutine pourraient y avoir contribué.

P.N.

UN MESSAGE DE PAIX

Mgr le Comte de Paris, Duc de France, Chef de la Maison de France, horrifié par l'escalade au Liban, adresse à tous les belligérants au Proche-Orient cet appel :

Jérusalem, Jérusalem, Jérushalom : trois spiritualités monothéistes se rencontrent, s'imbriquent en un point géographique précis car toutes sont issues d'un même tronc commun.

Salam, Shalom : la Paix soit avec toi disait Melki Zedec, Prince de Salem, Cité de la paix. Et le diable s'en mêle ! La loi du Talion revient sur le devant de la scène avec toutes ses horreurs,



dignes des dernières immondices des guerres d'il y a peu : Afghanistan, Irak, Guantanamo, Pol Pot, Rwanda...

Dans l'escalade du Talion, pourquoi ne pas annihiler les sanctuaires des terroristes et leur soutien, pense-t-on tout bas.

Folie des gouvernants, orgueil de l'Homme qui croit détenir le pouvoir et ne peut utiliser sa puissance que par des armes pour détruire la vie.

Honte à cette humanité inhumaine de quelque côté qu'elle puisse se situer, prête à supprimer la beauté de la vie alors qu'il suffirait de tendre la main.

Salam, Shalom, et que la Paix demeure entre nous !

Henri, Comte de Paris, Duc de France.

IL FAUT FERMER LE TRIBUNAL DE LA HAYE

L'ancien président serbe Milan Milutinovic comparait depuis le 10 juillet devant le tribunal pénal international de La Haye avec cinq autres accusés. Les "juges" internationaux vont-ils réussir à condamner ces dirigeants serbes après avoir échoué à sanctionner le président Milosevic mort brutalement dans sa cellule en mars dernier ?

Le procureur Thomas Hannis a déclaré à l'ouverture du procès que celui-ci « doit démontrer que les six co-accusés ont participé avec Slobodan Milosevic à une entreprise criminelle commune [...] dont le but était d'assurer le contrôle serbe sur la province [du Kosovo] ». Sous leur direction les forces serbes se sont livrées à « une vaste offensive contre la population civile » albanaise et ont créé une « atmosphère de terreur ».

Le procureur cosmopolite n'oublie qu'une chose : le Kosovo était (est) une province historique de la Serbie où les Albanais avaient déclenché une guérilla dans le but d'en chasser les Serbes. Il était normal que les Serbes les combattent avec les moyens appropriés. Imaginons – ce qu'à Dieu ne plaise – que les Algériens installés en Provence entreprennent une guerre de sécession de cette province contre la France, le devoir du gouvernement français serait de les combattre par tous les moyens...

En vérité, les procès intentés contre les Serbes devant le pseudo-tribunal de La Haye n'ont d'autre objectif que de justifier après coup l'agression des pays de l'O.T.A.N. contre la Serbie au printemps 1999. Pour que Clinton, Chirac, Kohl et les autres aient eu raison, il faut démontrer que la cause des Serbes était mauvaise !

P.P.

7 NOVEMBRE : ÉLECTION À MI-MANDAT

Une épreuve pour George Bush

De notre correspondant
aux États-Unis

Philippe MAINE

Les démocrates croient avoir trouvé le défaut de la cuirasse républicaine : les banlieues. Pendant quatre décennies, le parti républicain a réussi à bâtir le socle de ses pouvoirs exécutifs et législatifs dans ces nouvelles communes tracées au cordeau dans des bouquets d'arbres et de vertes prairies que les Blancs investissent avec autant de passion que d'espoir. Ils fuyaient les centres-villes occupés par les Noirs, rongés par la violence, défigurés par le délabrement des infrastructures.

Le parti républicain va-t-il conserver les deux chambres du Congrès ou il règne en maître depuis douze ans ?

Les banlieues aux maisons rutilantes, aux pelouses manucurées symbolisaient un autre apartheid. Un apartheid autorisé et même encouragé. Creuset homogène sur les plans culturel, racial, économique. Creuset bétonné sur le plan politique : c'est là que furent élus Nixon, Reagan et les deux Bush. C'est de là qu'en 1994 les républicains prirent leur élan pour conquérir les deux assemblées du Congrès.

À partir de 2004, tout semble basculer. Ces banlieues attirent de plus en plus de Noirs, d'Hispaniques, de célibataires, de familles monoparentales : en gros la clientèle du parti démocrate. La révolution sociologique à laquelle on assiste en est maintenant à sa phase terminale : les Blancs vont plus loin édifier des zones résidentielles tandis que leurs anciens fiefs passent à gauche. Les sondages nous apprennent que déjà les préoccupations et les mentalités y ont changé. C'est vrai pour une vingtaine de circonscriptions autour de villes comme Tucson en Arizona, Denver au Colorado, Tampa en Floride, Chi-

cago dans l'Illinois. Les duels y seront décisifs lors des élections législatives du 7 novembre prochain. Élections de mi-mandat toujours difficiles pour le parti qui gouverne.

Fuite en avant

Le parti républicain va-t-il conserver les deux chambres du Congrès ou il règne en maître depuis douze ans ? Ses adversaires réussiront-ils à tirer le maximum d'avantages du phénomène des banlieues ? Questions centrales à l'heure d'un premier bilan. Bush recueille à peine 35 % d'opinions favorables et près de la moitié des électeurs de la droite chrétienne – la base naturelle de son pouvoir – le désapprouvent.

Pour plusieurs raisons : il n'a rien entrepris pour étendre les mesures législatives contre l'avortement, aggraver les sanctions frappant les industriels de la pornographie, démanteler l'inadmissible protection des homosexuels et freiner les réflexes dispendieux des autorités fédérales. À cela s'ajoutent un déficit commercial dépassant les 800 milliards de dollars, une invasion tiers-mondiste au rythme de 4.000 clandestins par jour et une interminable guerre d'Irak aux allures d'une macabre fuite en avant.

Une fuite exploitée par les démocrates qui répètent : 2.600 morts américains, 450 milliards de dollars partis en fumée. Mais, sont-ils plus convainquants que leurs adversaires ? Pas sûr. Ils n'ont pas plus de stratégie de repli que de plan de guerre. D'autre part, leur programme de combat sent la démagogie. Des idées recuites sans vision de l'avenir : augmentation du salaire horaire minimum, déduction fiscale des frais universitaires, baisse du prix des soins médicaux, développement des carburants alternatifs et soutien actif aux recherches sur les cellules embryonnaires. Un autre genre de fuite en avant. Elle rend les démocrates optimistes. Et leur font dire qu'ils ont bon espoir d'ajouter à leurs sièges les 21 qui leur manquent (15 à la Chambre, 6 au sénat) pour reconquérir le Congrès.

Le pays roule mais il gronde...

Cet optimisme n'est pas irréaliste. Les statistiques le montrent. Au cours des trois précédentes décennies, trois élections de la mi-mandat se sont déroulées dans un environnement comparable à celui du 7 novembre prochain : le même parti détenait la Maison Blanche, la Chambre des représentants et le Sénat. De plus, ce parti qui cumulait pouvoirs exécutif et législatif était affublé d'alarmistes sondages

comme ceux dont souffrent en ce moment les républicains.

Donc, dans ces élections de mi-mandat, le parti régnant perdit 15 sièges à la Chambre des représentants en 1978, 34 sièges en 1980 et 54 sièges en 1994. On comprend pourquoi les démocrates affichent une insolente confiance : d'anciens chiffres sont pour eux. Les nouveaux aussi. Enfin, deux surtout : 3 dollars et 58 %. Les 3 dollars représentent le prix moyen d'un gallon d'essence à la pompe – presque quatre litres. En deux ans, il a doublé.

Le pays roule mais il gronde. Il gronde d'autant plus que le coût exorbitant du carburant lui semble une insupportable incongruité dans un décor économique plutôt rassurant : le chômage n'a jamais été aussi bas (4,5 %) et la croissance (4,8 %) aussi haute.



Le Congrès américain
Bientôt une nouvelle donne ?

L'autre chiffre (58 %) représente le pourcentage des Américains estimant que la guerre en Irak a été une grave erreur. En trois ans, ce groupe de mécontents a doublé. Terrible menace qui incite les candidats républicains à éviter de se laisser photographier aux côtés de Bush pendant leur campagne électorale. Certains parrainages sont sulfureux... À l'inverse, on a constaté que les candidats démocrates affectionnaient particulièrement les interviewés sur fond de station service affichant les prix vertigineux de l'or noir...

Un vautour de hautes cimes

À ces deux dossiers qui pèsent lourd dans les urnes du 7 novembre, s'en ajoutent deux autres : la corruption et la santé. Aucun parti n'est à l'abri de la corruption. Cependant, ces derniers mois, c'est le parti républicain qui en a souffert le plus. À cause d'un génial tacticien de l'arnaque, Jack Abramoff, 47 ans. C'était un lobbyiste, autrement dit, un courtier. Dans une capitale où des milliers d'Américains et d'étrangers semblent avoir perpétuellement quelque chose à vendre aux autorités de l'État (un produit, un projet, un programme ou une affaire) le lobbyiste est devenu un personnage clé qui s'applique à acheter les services d'élus afin qu'un travail législatif assure à ses clients la promotion de leurs intérêts.

Abramoff a abusé des dizaines de clients et corrodé une vingtaine d'élus. À dix millions de dollars près, la justice reste incapable d'évaluer le montant des sommes qu'a détournées ce vautour de hautes cimes. Il aurait pu être neutre politiquement, ou démocrate. L'ennui pour Bush et sa troupe de parlementaires est qu'Abramoff a toujours évolué dans les milieux républicains. Et qu'il a eu sept rendez-vous à la Maison Blanche depuis 2001. De là à affirmer que le président a facilité les contacts du corrupteur, il n'y a qu'un pas. Beaucoup pourraient le franchir au moment du vote.

De même beaucoup de personnes de plus de 65 ans (près de 40 % des inscrits) risquent de trouver que le nouveau système d'assistance médicale au troisième âge est plutôt compliqué. Avantageux pour ses remboursements mais compliqué par ses démarches papassières. Les sondages témoignent de ce malaise : 27 % seulement des personnes interrogées estiment que le système fonctionne. C'est peu pour un gouvernement qui a claironné cette réforme comme un de ses exploits.

Frontières poreuses

La Maison Blanche voulait également inclure au nombre de ses exploits une refonte de la politique d'immigration hâtivement qualifiée de "définitive". C'est raté. Au cœur de ce cinquième dossier qui pourrait être décisif dans trois mois et demi : quinze millions d'illégaux et des frontières poreuses.

En décembre dernier, la Chambre des représentants a voté un projet de loi visant à verrouiller les sas de l'invasion étrangère et à criminaliser les clandestins comme leurs employeurs. En mai dernier, le Sénat a adopté une attitude diamétralement opposée : il a voté un projet de loi qui néglige le contrôle des couloirs d'entrée mais s'applique à donner du travail aux sans papiers avant de les conduire vers la régularisation donc la citoyenneté. Deux visions du problème : l'une nationale, l'autre subversive. Deux visions dont il faudra bien faire la synthèse pour n'obtenir qu'un seul texte à soumettre aux deux assemblées. Celles-ci ont tenté de trouver un terrain d'entente en négociant. Ce fut l'échec. Chaque camp est resté sur ses positions : la Chambre s'est obstinée à privilégier la sécurité des frontières, le Sénat la régularisation des illégaux. L'impasse.

Une impasse d'autant plus dangereuse pour Bush qu'il a choisi le mauvais camp : il soutient le Sénat et la régularisation. Son but : séduire les futurs électeurs hispaniques et protéger les embaucheurs de bas salaires. Calcul risqué : la base des républicains appuie la Chambre et son barrage contre le tiers-monde. À une énorme majorité. Tellement énorme que Bush semble maintenant vouloir s'en rapprocher. Depuis quelque temps, on parle davantage de frontières à la Maison Blanche. De la frontière face au Mexique et de celle qui séparera l'échec et le succès en novembre prochain.

LES POLONAIS NOUS DONNENT UNE LEÇON

■ À Strasbourg et à Bruxelles les européens sont horrifiés des propos tenus par Lech Kaczynski et par son frère jumeau Jaroslaw, respectivement président et Premier ministre de Pologne. Le Président a annoncé : « La défense de nos intérêts nationaux sera quotidiennement à l'ordre du jour et nos partenaires devront en prendre note. »

Quant à Jaroslaw Kaczynski, qui vient d'être nommé Premier ministre, il a déclaré que la politique étrangère polonaise serait désormais « nationale ».

Il a ajouté : «... nous n'approuverons pas les résolutions qui nous seront désavantageuses. » « Nous ne partagerons pas l'opinion populaire en Europe, selon laquelle un État-nation est quelque chose de mauvais. » Les frères Kaczynski ont le mérite de la franchise. Bien d'autres pays font passer leur intérêt national avant la "construction européenne". Il faut être Jacques Chirac ou François Hollande pour faire le contraire. Il est logique pour les dirigeants d'un pays de donner la priorité aux intérêts nationaux. Les intérêts nationaux s'opposent parfois, mais ils peuvent aussi se conjuguer pour servir le bien commun. Les Polonais nous donnent une leçon.

P.P.

LA RÉVOLUTION DREYFUSIENNE



UN ÉNORME GÂCHIS

■ Il y a eu cent ans ce 12 juillet survenait l'épilogue de la fameuse affaire Dreyfus. La république montrait son vrai visage, celui de la poltronerie devant les lobbies s'autoproclamant "intellectuels". Car ce jour-là, pour innocenter le capitaine, la Cour de cassation, en contradiction formelle avec l'article 445 du Code de procédure, a cassé sans renvoi l'arrêt de condamnation. Ainsi les gardiens du droit donnaient-ils eux-mêmes l'exemple de la violation du droit !

par

Michel FROMENTOUX

Durant toute cette affaire, Alfred Dreyfus – un individu assez falot, un "canaille", disait l'attaché militaire italien à son collègue allemand – avait été, parce que juif, instrumentalisé par ses défenseurs pour qui la défense de la "justice" n'était qu'un paravent pour saper l'Armée et l'Église. Une simple péripétie judiciaire, restée pendant trois ans inconnue dans le pays où le président du Conseil Jules Méline ne distillait alors que l'ennui, avait débouché sur un épouvantable chambardement idéologique. L'affaire était passée du prétoire dans les esprits, « du temporel au spirituel » disait Bainville.

L'autorité de la chose jugée, principe essentiel dans un État de droit, s'effaçait pour les "bonnes âmes" devant des considérations de morale désincarnée. Les "valeurs républicaines" divisèrent la France en deux camps et l'on se mit à s'envoyer les assiettes à la figure dans les banquets mondains...

Ce dossier donne la mesure du gâchis qu'engendra la "révolution dreyfusienne" et dont, à l'époque, seuls les fondateurs de l'Action française comprirent la gravité.

Cent ans après, le lobby médiatico-politique continue, au nom des "valeurs républicaines", de paralyser, de culpabiliser, de marquer du sceau de l'infamie toute volonté de sauvegarder la France, sa souveraineté, sa tradition chrétienne... Il appartient aujourd'hui encore à l'Action française de crier la vérité.

L'Affaire au fil des années

par Yves AMIOT

En 1894, le ministère de la Guerre est victime de tentatives de pénétrations de l'espionnage allemand, lequel est très alarmé par la toute récente alliance franco-russe. Le service des Renseignements est informé, en outre, qu'un officier, appartenant à l'État-major général, serait à la source des fuites constatées.

1894

– 23 ou 27 septembre. Le service des Renseignements reçoit un document, dérobé par un de

– 15-30 octobre. L'enquête se poursuit secrètement. Trois nouveaux experts graphologues sont désignés. Deux concluent à l'identité des écritures. D'autre part, des rapports de police font ressortir la vie déréglée de l'accusé.

– 1^{er} novembre. "L'affaire" est rendue publique par une indiscretion de la presse. Un nouveau conseil de cabinet décide alors d'engager des poursuites judiciaires. Dreyfus constitue avocat. Un vieux magistrat militaire, le commandant

Mathieu Dreyfus, frère de l'accusé, s'acharne à rechercher si la trahison ne peut pas être imputée à un autre qu'à son frère. De son côté, le nouveau chef du service des Renseignements, Picquart, s'emploie dans le même sens. Il est probable qu'il a existé une connivence entre les deux hommes... Mais début 1896, aucun des deux n'a obtenu un résultat quelconque.

1896

– Mars. Picquart reçoit, dérobée une fois encore à l'ambassade d'Allemagne, une lettre faisant res-

contrer son influence sur le général Gonze, il fabrique un faux document – censé venir de l'Ambassade d'Allemagne – et prouvant, sans contester, la culpabilité de Dreyfus.

– Novembre. L'État-major général est maintenant convaincu que Picquart est un agent de la coterie dreyfusarde. Il l'écarte de ses responsabilités, l'envoie dans l'est de la France puis en Tunisie. On constate alors que la campagne de presse dreyfusarde s'arrête.

1897

– 1^{er} semestre. Si "l'affaire" n'est pas relancée par la presse, le camp dreyfusard se consolide et s'étend. Il s'allie surtout avec la gauche, qui voit dans "l'affaire" l'occasion rêvée de conduire une campagne contre l'Armée et l'Église qui sont ses deux bêtes noires.

– Juin. Picquart revient à Paris et se positionne en rupture ouverte avec l'État-major. Du coup, la campagne de presse s'enfle à nouveau. L'État-major comprend que l'affaire Esterhazy va devenir publique et il est décidé à soutenir celui-ci. Le commandant du Paty de Clam va l'assister discrètement à cet effet.

– 14-16 novembre. Mathieu Dreyfus, dans une lettre ouverte, proclame l'innocence de son frère et accuse le commandant Esterhazy d'être l'auteur du bordereau.

– 17 novembre. Esterhazy demande une enquête sur son compte. Une instruction est ouverte.

1898

– 10-11 janvier. Esterhazy est mis en jugement et reconnu innocent. Les trois experts graphologues près la Cour d'appel ont conclu, tous les trois, que son écriture n'est pas celle du bordereau. Ce jugement suscite la fureur des dreyfusards qui pensaient l'emporter.

– 13 janvier. Publication par l'*Aurore* d'un manifeste de Zola : *J'accuse*, répandu à 300 000 exemplaires. Ce texte attaque avec violence le ministère de la Guerre, les juges et les experts. Il est fait, en réalité, pour entraîner un procès en diffamation, permettant de rouvrir "l'affaire".

– 18 janvier-18 juillet. À l'issue de péripéties judiciaires, où l'on constate le soutien inattendu qu'apporte la Cour de cassation à Zola, celui-ci est néanmoins condamné et s'enfuit en Angleterre. Les dreyfusards, une fois de plus, ont échoué. L'État-major triomphe sur toute la ligne, mais ayant constaté, lors des procès, combien le personnage d'Esterhazy était



"... ils en ont parlé..." Dessin de Caran d'Ache, 13 février 1898

ses agents à l'ambassade d'Allemagne, et qui mentionne l'envoi de cinq documents très importants. En particulier, l'un d'entre eux est relatif aux troupes de couverture, sujet protégé par un service rigoureux.

– 27 septembre-7 octobre. Le document dérobé, que l'on appellera le "bordereau", fait l'objet d'une étude comparative de son écriture avec celles des officiers de l'État-major général. Ce n'est que le 7 octobre qu'une ressemblance est détectée avec l'écriture d'un jeune officier stagiaire, Alfred Dreyfus.

– 8-13 octobre. Le président de la République est informé par le ministre de la Guerre, le général Mercier. Un Conseil de Cabinet autorise des poursuites. Deux experts sont désignés: Gobert et Bertillon. Le premier est hésitant sur l'identité des écritures mais le second catégorique.

– 15 octobre. Dreyfus, convoqué au ministère de la Guerre, est mis en arrestation, après qu'on l'a soumis à l'épreuve d'une dictée impromptue, dont les termes reprennent ceux du bordereau, épreuve qui a fait ressortir son trouble (et ce, devant le directeur de la Sûreté, Cochefer).

d'Ormeschville, est chargé de l'enquête.

– 3 décembre. Le commandant d'Ormeschville, après avoir procédé à seize interrogatoires de l'inculpé et écouté vingt témoins, renvoie Dreyfus devant le Conseil de Guerre avec un rapport accablant.

– 19-22 décembre. Réunion du Conseil de Guerre, tenu à huis clos, et dont les juges reçoivent, à titre confidentiel, des documents secrets du ministère de la Guerre (démarche illégale, mais fréquente dans les procès d'espionnage, et qui n'entraîne pas d'ailleurs nullité du jugement). Le Conseil de Guerre condamne Dreyfus à l'unanimité, à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée et à la dégradation.

1895

– 5 janvier. Dégradation de Dreyfus dans la cour de l'École militaire. Certains propos, tenus par lui à son gardien, un capitaine de gendarmerie, peuvent être interprétés comme un aveu mais il s'en défendra par la suite.

Dreyfus est ensuite envoyé en Guyane. "L'affaire" ne donnera plus lieu à débat pendant près de deux ans. Mais, durant cette période,

sortit qu'un certain commandant Esterhazy renseigne le S.R. allemand. Il garde secrète l'information, mais se polarise sur l'enquête au point que ses adjoints s'en étonnent et s'en inquiètent.

– Août. Picquart informe ses supérieurs du cas Esterhazy. Il se fait transmettre des spécimens de son écriture et proclame son identité avec celle du bordereau. Esterhazy est donc coupable et Dreyfus innocent !

– Septembre. Picquart exerce une pression constante sur son supérieur, le général Gonze, personnage falot, pour obtenir l'arrestation d'Esterhazy et lui fait craindre que l'affaire devienne publique s'il ne prend pas les devants.

– Septembre-Octobre. Une campagne de presse s'engage en effet, en vue de prouver l'innocence de Dreyfus. Elle est alimentée par un publiciste de talent, Bernard Lazare, qui publie successivement deux brochures où – recourant à des experts internationaux – il entend prouver que l'écriture du bordereau n'est pas celle de Dreyfus. À la même époque, le lieutenant colonel Henry, adjoint de Picquart, mais convaincu, lui, de la culpabilité de Dreyfus, s'inquiète des manœuvres de son chef et, pour



L'Affaire au fil des années

►► peu ragoûtant, il décide de le mettre en réforme. Désormais Esterhazy, furieux de ce "lâchage", va changer son fusil d'épaule...

– **13 août.** Le ministre de la Guerre Cavaignac, qui est un anti-dreyfusard résolu, demande au capitaine Cuignet de remettre en état le dossier Dreyfus, maintenant que l'affaire se termine. C'est alors que Cuignet découvre le "faux Henry". Il prévient le ministre. Henry, face à celui-ci, avoue sa forfaiture. Cavaignac le fait arrêter et rend public son aveu. Le soir même, Henry se suicide.

La parfaite loyauté de Cavaignac va créer une crise d'ampleur nationale, ce qu'il n'avait pas soupçonné car, pour lui, le fait que le "faux-Henry" soit postérieur de deux ans au jugement condamnant Dreyfus le rendait inopérant pour une éventuelle révision. Mais, fait nouveau, Esterhazy, dès le lendemain du suicide d'Henry, s'enfuyait en Angleterre et, de là, proclamait qu'il était bien l'auteur du bordereau, à la grande joie des dreyfusards qui sauront l'en récompenser. Cavaignac refusant la révision, était contraint alors à la démission par son Président du Conseil.

Dès lors, l'appareil politique et administratif français passe sous le contrôle des dreyfusards. La France se divise en deux camps.

1899

– **3 juin.** Après une longue instruction, la Cour de cassation casse le jugement de 1894 et renvoie



Émile Zola

Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes pour être à nouveau jugé.

– **7 août-9 septembre.** Le Conseil de guerre au cours de vingt-cinq audiences, procède à une étude approfondie du dossier "Dreyfus" en pleine clarté, sous le contrôle de la presse internationale, mais aussi sous la pression du gouvernement qui veut aboutir à un acquittement.

– **9 septembre.** Par cinq voix contre deux, le tribunal condamne

néanmoins une nouvelle fois Dreyfus, à la stupeur et à la colère des dreyfusards et du "Pouvoir". Aussi, dès le 19 septembre, Dreyfus est gracié par le Président de la République, « **mesure de clémence et d'oubli** » censée répondre « **aux vœux du pays, avide de pacification** » (sic).

1899-1906

En fait, il va en être tout autrement, mais il faudra sept ans aux dreyfusards pour obtenir la réhabilitation de Dreyfus. Profitant des succès de la gauche aux élections de 1902 et de 1906, ils obtiendront une seconde révision, grâce à l'activité du ministère Combes et du général André, son ministre de la Guerre, l'homme des "fiches".

– **12 juillet 1906.** La Cour de cassation, manifestement inspirée par le gouvernement, cassera alors le jugement de Rennes. Qui plus est, alors que la loi lui en faisait obligation, elle ne renverra pas l'affaire devant le juge du fond, mais s'arrogera le droit de proclamer, sans renvoi, l'innocence d'Alfred Dreyfus !

Mis à la retraite en 1907, le commandant Cuignet, l'homme qui

avait découvert et dénoncé le "faux-Henry", mais était et restait convaincu de la culpabilité de Dreyfus, publiait alors une lettre ouverte au président de la Cour de cassation, où il écrivait :

« **Pour mystifier le peuple français, au nom duquel la justice est rendue, la Cour de cassation a falsifié la loi. Tel est le fait brutal, indéniable qui révolte**



Le lieutenant-colonel Henry

aujourd'hui la conscience du pays et qui marque de flétrissure indélébile la Cour que vous présidez... »

Cuignet fera afficher sa "lettre ouverte" dans toutes les communes de France et personne n'osera engager de poursuites contre lui...

La Défense nationale en péril

par **Bernard GUILLERAZ**

Comme toujours c'est l'Angleterre qui retira les premiers bénéficiaires de l'imbroglie où s'enfonçait l'État français. Il en fut de même plus tard lors de la dissidence de

L'Affaire a incontestablement freiné notre esprit de revanche.

Charles De Gaulle... Certes il n'y eut pas alors d'agression contre nos navires comme à Mers-el-Kébir ou Dakar, mais nous cédâmes à Fachoda et notre inertie au cours de la guerre du Transvaal permit à Londres de se tailler un empire africain à notre détriment.

Si l'Allemagne n'a guère tiré parti des informations obtenues sur notre artillerie, elle ne put qu'être satisfaite de voir nos services de renseignements mis en miettes, notre Bureau des Renseignements ayant été démantelé dès septembre 1899, de même que d'assister à la dispersion de l'état-major en 1899 et 1900. À cela ajoutons la réduction systématique des crédits



Maximilien von Schwartzkoppen
L'attaché militaire
de l'ambassade d'Allemagne

d'équipement de nos armées de 1899 à 1912 ainsi que la diminution du service militaire à deux ans. Tout cela ne pouvait que freiner notre esprit de revanche.

Que Dreyfus ait été coupable ou non, il reste évident que les manœuvres incessantes des dreyfusards visaient notre armée et en conséquence les œuvres vives de notre Défense. Car on vit s'élever des controverses sans fin sur le rôle de l'Armée, son utilité et sa place dans la nation !

Loin de nous l'idée de mésestimer l'honneur d'un officier mais celui-ci est précisément de concourir à la défense nationale. L'Affaire agita les esprits en sens contraire au détriment de nos intérêts militaires.



■ C'est en ces termes qu'Yves Amiot parle de la deuxième révision du procès Dreyfus, celle du 12 juillet 1906. Son ouvrage Une affaire d'honneur. L'affaire Dreyfus, qui vient de paraître, est à lire sans tarder pour comprendre quels enjeux se cachaient derrière ce qui aurait dû rester une banale affaire d'espionnage. Le grand mérite d'Yves Amiot est d'être allé aux sources de première main sans se laisser intimider par les vieilles idées toutes faites. C'est pourquoi, à l'éphémère qu'il a bien voulu nous livrer dans les colonnes ci-dessus, il importe d'ajouter quelques réflexions tirées de son livre.

Les « **dreyfusards professionnels** » (communauté israélienne, panamistes, francs-maçons)

UN "PROCÈS DE MOSCOU" À L'ENVERS

voulaient par tous les moyens imposer la réhabilitation de Dreyfus, victime, disaient-ils, d'un complot de la "réaction". Ils en voulaient même à leur "héros" d'avoir en 1899 (lors de la première révision) accepté le jugement en échange de la grâce présidentielle ! Aussi dès 1902, la gauche, derrière Jean Jaurès « **expert en indignations préfabriquées** » prépara un « **coup d'État politique** » pour obtenir un « **coup d'État judiciaire** ».

La Cour de cassation, dont la majorité des effectifs avaient été renouvelés depuis 1894, allait alors se comporter comme l'instrument du pouvoir politique. Le 12 juillet, à la suite d'un réquisitoire plein d'inexactitudes et de violences verbales, elle proclamait que Dreyfus était innocent et que la cassation du jugement de Rennes serait effectuée sans renvoi. Bien sûr, du renvoi devant le juge de fond d'un dossier de révision si fragile, les dreyfusards avaient tout à craindre... Il n'empêche, dit Yves Amiot, que « **la Cour, violant la loi pour se dérober devant ses**

exigences, avait rendu un arrêt non seulement illégitime mais illégal ».

En effet l'article 445 précisait que « **si l'annulation prononcée à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié de crime ou délit** », aucun renvoi ne serait prononcé. Or, le crime était toujours là, en l'espèce le bordereau ! Nous ajouterons qu'Henriette Dardenne signale une autre déformation du texte : les juges ont remplacé « **à l'égard du condamné vivant** » par « **à la charge du...** », ce qui, bien sûr, rendait impossible le renvoi de l'annulation... Or en fait la loi, dans ses termes exacts, obligeait à revenir devant le juge de fond pour déterminer qui avait commis ce crime ou ce délit... Mais on ne devait pas le savoir...

Pour Yves Amiot, il s'agit là de beaucoup plus qu'une défaillance de l'institution judiciaire. « **Les faits demeurent et ils sont cruels car la deuxième révision a porté à l'idée de justice en France un coup terrible et bien des errements de la**

"justice politique" depuis lors trouvent ici leur coupable origine. »

On sait à quels ignobles condamnations fait allusion Yves Amiot, dont, par ailleurs, l'ouvrage rend justice à trois grandes figures que l'Affaire porta au premier plan de l'actualité d'alors et dont l'Histoire doit garder le souvenir, « **trois modèles de grandeur morale et d'abnégation** » : Godefroy Cavaignac, le général Roget, le commandant Cuignet. Sans oublier bien sûr la toute jeune Action française et Charles Maurras qui, dans les années suivantes, représentera, dit Amiot, « **un moment de la conscience française** ».

Michel FROMENTOUX

* Yves Amiot : Une affaire d'honneur. L'affaire Dreyfus. Éd. Via Romana, 5, rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles. 268 pages, 25 euros.

RELIRE AUSSI :

– Henriette Dardenne-Cavaignac : **Lumières sur l'Affaire Dreyfus.** Nouvelles Éditions latines.

– André Figueras : **Ce canaille de D... et L'affaire Dreyfus revue et corrigée.** Les deux ouvrages : 35 euros chez M^{me} Figueras, 30, place du Marché Saint-Honoré, 75001 Paris.



Le prétexte au retour de l'anticléricalisme

À la première poussée de haine contre le catholicisme, poussée animée par Jules Ferry depuis 1879, succéda une période d'apaisement relatif. Léon XIII crut alors habile d'en profiter en ordonnant aux catholiques de se rallier à la république par l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*. Il pensait que pouvait se constituer une majorité solide entre catholiques ralliés et républicains modérés afin de changer, pensait-il naïvement, la législation. C'était une utopie : le christianisme est incompatible avec la république telle qu'elle existe en France puisque ce régime est par essence naturaliste, relativiste et antireligieux. L'affaire Dreyfus allait en faire la démonstration.

Un savant montage antireligieux

Comme l'écrit le docteur Yves du Lac (1) : « **l'affaire est devenue politique et religieuse parce que Dreyfus est juif** ». L'anticatholicisme est vite apparu comme une réponse à l'antidreyfusisme de quelques religieux ralliés à la république, comme les Assomptionnistes, propriétaires de *La Croix*. Mais il convient de souligner que la très grande majorité du clergé et des religieux se garda bien d'émettre la moindre opinion sur l'affaire. Le cardinal Richard, archevêque de Paris, sollicita de prendre parti en 1897, déclara : « **Il n'appartient pas à l'Église de s'immiscer dans le débat ; c'est aux tribunaux français d'examiner et de trancher la question, nous nous inclinons devant leur sentence.** »

À l'exemple du cardinal Richard, les évêques de France firent « **de même** », ajoute Yves du Lac.

C'était là une sage position. Cela n'empêcha pas, le 21 janvier 1898, *l'Univers Israélite* de dénoncer « **l'aboutissement de la vieille conspiration de l'Église contre l'Esprit et une revanche des cléricaux contre la République** ». La thèse du complot était née. Joseph Reinach allait la développer dans son *Histoire de l'affaire Dreyfus* parue en 1903. Au mépris de toute vérité, il écrivit que le but de l'Église était « **de faire du crime d'un seul, le crime de toute une race... puis de submerger sous le même flot les alliés des juifs, protestants et francs-maçons, tous les fils de l'Encyclopédie** ». Il ajouta que c'était « **la revanche de l'Église contre la Révolution** » alors même que l'Église avait rendu les armes à la Révolution depuis l'encyclique *Au milieu des sollicitudes* et que les clercs les plus antidreyfusards étaient des « **ralliés** ».

Il faut dire que ce mythe du complot avait été popularisé en 1901 par Émile Zola dans sa *Lettre à la France*. « **Il y voit l'antisémitisme des catholiques comme l'espoir des cléricaux, souhaitant une guerre religieuse, la persécution des juifs, l'installation d'une réaction et d'une hégémonie cléricale, voire d'une dictature militaire ou d'un retour à la monarchie** ». Zola faisait allusion, entre autres, à l'image de l'al-

liance « **du sabre et du goupillon** », image aussi ridicule que les affirmations de Reinach car l'armée, à cette époque, était loin d'être majoritairement cléricale. À l'exception du général de Boisdeffre, ses chefs étaient hostiles à l'Église.

Tous ces prétendus complots avaient évidemment pour but de faire croire que la République était en péril, il fallait donc que tous les vrais républicains serrent les rangs. Le montage fonctionna parfaitement puisqu'aux opportunistes succédèrent des gouvernements de concentration républicaine dont le premier fut celui de Waldeck-Rousseau, dont le but fut de frapper les « **factieux** », c'est-à-dire les catholiques.

En octobre 1898, un des principaux chefs dreyfusards, Yves Guyot, déclarait dans une conférence à Londres que « **l'affaire urgente est pour eux, non pas de réhabiliter Dreyfus, mais de bannir définitivement les religieux, de fermer leurs écoles et d'exclure par des lois arbitraires leurs élèves des carrières publiques** ».

Ainsi, l'affaire Dreyfus apparaît-elle pour ce qu'elle est réellement : « **l'orchestration qui prélude aux lois anticléricales en préparation** », c'est-à-dire un prétexte pour abattre une bonne fois pour toutes le catholicisme.

Faux complots mais vraies persécutions

Dès 1901, Waldeck-Rousseau fit voter une loi sur les associations et sur les congrégations dont on vante à l'envi le caractère très libéral, ce qui est vrai pour les associations mais pas pour les congrégations dont la reconnaissance et donc l'existence étaient suspendues à un vote du parlement. On sait comment Combes fit fermer les établissements des congrégations enseignantes en juin et en juillet 1902, puis refusa en bloc, en mars et en juin 1903, la demande d'autorisation des religieux et des religieuses, avant de les spolier en juillet et de les expulser.

Puis en 1904, sans tenir aucun compte des intérêts de la France, spécialement au Proche-Orient et en Chine, son gouvernement sectaire, obéissant aux ordres des loges, rompit nos relations avec le Saint-Siège.

Enfin en 1905, la grande œuvre de persécution républicaine trouva son couronnement dans la rupture unilatérale du Concordat ce qui entraîna la perte de leur traitement pour les prêtres et pour les évêques alors même que ceux-ci étaient la contrepartie de la spoliation des biens du clergé par la Constituante en 1789. Le refus des culturelles par Pie X, par peur de schismes, peur qui n'était pas vaine à l'époque, permit à l'État de spolier une deuxième fois l'Église.

par
Yves LENORMAND

À cela, il faut ajouter la chasse aux officiers catholiques et la mainmise de la franc-maçonnerie sur l'armée comme le révéla « **l'affaire des fiches** ».



Le cardinal Richard (1819-1908) archevêque de Paris

Il est frappant de constater que dans leur lutte contre les catholiques, les républicains n'ont pas cherché à prouver et à argumenter. Ils ont multiplié les mensonges et les approximations. Ils ont martelé l'opinion. Il faut dire que

leur tâche fut facilitée par la faiblesse des réactions des victimes, affaiblies et divisées depuis le long règne de Léon XIII.

Si ce pape n'avait pas imprimé chez les catholiques et dans le clergé qu'ils avaient toujours tort et leurs adversaires toujours raison, ceux-ci auraient pu facilement se défendre, même dans le cas de l'affaire Dreyfus. N'oublions pas, en effet, qu'en tout état de cause le capitaine ne fut réhabilité qu'en juillet 1906, il y a tout juste cent ans. Entre sa première condamnation et cette date, sa culpabilité était donc « **de droit** », en vertu de l'autorité de la chose jugée. Poursuivre les catholiques revenait donc à nier la séparation des pouvoirs, ce qui serait allé à l'encontre des « **grands principes** ».

Mais il faut ajouter que le fait pour un Français quelconque, catholique ou pas, clerc ou laïque, d'être dreyfusard ou antidreyfusard, n'aurait dû avoir aucune conséquence puisqu'il s'agissait d'une question d'opinion et que l'article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme stipule que « **nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que**

leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la loi ». Une fois de plus les républicains foulaient aux pieds leurs propres principes.

Ainsi peut-on dire en conclusion que l'affaire Dreyfus a fait une victime apparente dont on parle toujours parce qu'elle appartient au peuple élu et des victimes réelles dont on ne parle jamais parce qu'elles appartenaient à une religion persécutée : le catholicisme. Dreyfus a été officiellement réhabilité, les catholiques jamais. La seule chose qui leur a été concédée en 1921 a été le rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Tout le reste s'est heurté aux prétendues « **lois intangibles** » de la république qui risquent d'ailleurs de sauter sous la pression de l'islam. Peut-être conviendrait-il auparavant d'oublier la fausse victime et d'indemniser les vraies, c'est-à-dire les catholiques.

(1) Yves du Lac : *Père Stanislas du Lac, S.J. De la légende à la réalité*. Éditions Téqui, Paris, 1998. 238 p., 17,50 euros.

La naissance du sionisme

En 1891, Theodor Herzl, journaliste au quotidien autrichien *Die Neue Frei Presse (la Nouvelle Presse libre)* qui était un journal juif mais qui le cachait soigneusement, fut nommé correspondant de ce quotidien à Paris. C'est ainsi qu'il fut amené à suivre le procès du capitaine Dreyfus et à assister à sa dégradation. C'est à cette occasion qu'il entendit crier « **Mort aux juifs** », ce qui l'atteignit profondément.

Peu de temps après, l'élection de Karl Lùger, qui conduisait une liste antisémite à Vienne, l'amena aussi à réfléchir et à constater qu'en dépit des « **Lumières** », le vieil antisémitisme n'avait pas disparu, bien au contraire, et que l'assimilation, cause à laquelle il avait cru jusque là, était en réalité un leurre.

C'est donc à Paris, dans son hôtel de la rue Cambon et au jardin des Tuileries qu'une évidence s'imposa à son esprit à la suite de ces événements. Le 16 juin 1898 il écrivit : « **L'État juif est une nécessité mondiale** » (1) Selon lui cette solution aurait un effet immédiat : « **Je supprime d'un coup l'antisémitisme. C'est la paix** ». Quelle illusion !

Huit mois plus tard paraissait à Vienne *Der Judenstaat* L'État juif ou l'État des juifs qui allait lancer l'idée sioniste. Il explicitera celle-ci dans une conversation qu'il eut avec le grand-duc de Bade le 23 avril 1896. Herzl

confia alors à Frédéric 1^{er} que « **si une partition de l'empire ottoman intervenait dans un avenir rapproché, on pourrait obtenir en Palestine un État tampon** ». **L'Europe y trouverait son compte, surtout la Grande-Bretagne dans la mesure où cet État constituerait une**



Theodor Herzl (1860-1904) Supprimer l'antisémitisme ?

sentinelle sur la route des Indes. C'est effectivement ce que penseront les Anglais durant la Première Guerre mondiale et ce sera l'une des raisons pour lesquelles ils se feront attribuer par la S.D.N. le mandat sur la Palestine.

Le mythe

À côté de cette vue d'avenir, on trouve aussi chez Herzl des erreurs fondamentales comme le montre sa lettre au grand-duc du 26 avril 1896 : « **Si la volonté de Dieu est de nous ramener dans**

notre patrie historique, nous y serons les champions de la civilisation occidentale. Nous apporterons la propreté, l'ordre et la pureté de mœurs dans ce coin abandonné et infesté de l'Orient ».

Herzl est ici victime du mythe que la Palestine est un pays abandonné, peuplé tout au plus par quelques bédouins crasseux et incultes, ce qui était totalement faux. À l'époque ce pays, grand comme deux ou trois départements français, avait déjà plus de six cents mille habitants ainsi qu'une bourgeoisie nombreuse et éclairée.

Ce mythe sera répandu plus tard dans un aphorisme aussi faux que célèbre : À un peuple sans terre, il faut une terre sans peuple. Autrement dit, on rayait d'un trait de plume plus de six cent mille Arabes. La tragédie actuelle a ses racines dans ce mensonge initial propagé par les sionistes depuis plus d'un siècle : les Arabes ne comptent pas, ce sont des fainéants et donc des sous-hommes, nous seuls avons des droits...

Le drame, c'est qu'avec l'accord des Européens et des Américains, ils prétendent que ce racisme est la quintessence de la civilisation occidentale dont ils se font les héros ! On voit où cela mène !

Y.L.

(1) Serge-Allain Rozenblum : *Theodor Herzl, biographie*. Éd. du Félin. Paris 2001. 695 p., 25,76 euros.



Le réveil des intellectuels patriotes

Le fameux article d'Émile Zola, qui paraît le 13 janvier 1898 dans *L'Aurore* sous le titre *J'accuse*, n'est pas la première défense publique du capitaine Dreyfus condamné au bagne pour trahison en décembre 1894. Une campagne pour la révision du procès a été déclenchée en novembre 1897 dans la presse à la suite de la mise en accusation du commandant Esterhazy. Celui-ci est traduit devant le tribunal militaire en janvier 1898 et acquitté.

En avril 1898, deux intellectuels de gauche donnent le signal de la protestation contre les menées dreyfusardes. Ils s'appellent Henri Vaugois et Maurice Pujo. Plus tard, ils fonderont avec Charles Maurras l'Action française.

Le pamphlet de Zola, publié deux jours après, a un grand retentissement dans la mesure où, pour la première fois, le haut-commandement est accusé d'avoir fait sciemment condamner un "innocent" en la personne de Dreyfus. C'est l'Armée tout entière qui est visée. Or l'Armée est sacrée. Elle est le rempart de la patrie meurtrie depuis la guerre de 1870-71 et un jour elle peut être l'instrument de la Revanche.

On comprend dès lors que Zola fasse scandale. Pour obtenir la révision du procès d'un homme, on s'en prend à l'institution militaire. Dès lors, le problème de la culpabilité ou de l'innocence de Dreyfus et la révision éventuelle de son procès dépasse de beaucoup sa personne. Dreyfus devient le sym-

bole d'une campagne contre l'Armée. Au nom de la "vérité" et de la "justice" on exalte les droits de l'individu contre la Société. Le dreyfusisme s'appuie sur une philosophie politique dans la ligne des principes de 89. Ses tenants auront pour cibles favorites l'Armée, la Patrie, l'Église. L'article de Zola est le point de départ de ce qu'on a appelé "la révolution dreyfusienne".

Un grand débat idéologique

Un grand débat idéologique est lancé dans l'opinion. Des écrivains, comme Anatole France, des politiques comme Jaurès, des professeurs emboîtent le pas à Zola. La Ligue des Droits de l'Homme est créée en avril. Du côté anti-



Maurice Pujo
(1872-1955)

dreyfusard, la réaction tarde à venir. Des écrivains tels que Maurice Barrès et Charles Maurras bataillent avec talent, mais ils sont isolés. S'ils défendent la patrie et l'armée ils se réclament tout autant que les intellectuels de gauche de la justice. La Patrie et l'Armée traînées dans la boue par les dreyfusard ont droit aussi à la justice!

Cependant, voici que le front des intellectuels

par **Pierre PUJO**

de gauche se lézarde. Le 8 avril 1898, deux des membres du Comité directeur de l'Union pour l'action morale, Henri Vaugois et Maurice Pujo, écœurés des prises de position de leurs collègues contre l'Armée et la Patrie, claquent la porte avec fracas. Ce cénacle réunit des professeurs de lycée et des universitaires dans une même allégeance à une morale d'inspiration kantienne. Ses membres s'appellent Séailles, Schrader, Burcher, le pasteur Wagner, etc ; son président est Paul Desjardins.

La patrie retrouvée

Henri Vaugois, petit-neveu d'un conventionnel régicide, est un disciple de Spinoza et professeur au lycée de Coulommiers. Maurice Pujo, son cadet de huit ans, a manifesté son goût des questions philosophiques, littéraires et artistiques en fondant à l'âge de vingt ans, la *Revue jeune* devenue *l'Art et la vie*. Il a aussi publié deux ouvrages, *Le règne de la grâce* et *La crise morale*, imprégnés de l'idéalisme allemand très en vogue à l'époque. En 1894, Jean Jaurès a salué la publication du premier ouvrage dans un grand éditorial de son journal *La Petite République* intitulé *Vers le socialisme...* C'est dire que ni Vaugois, ni Pujo ne peuvent être classés à droite. Quittant l'Union pour l'action morale ils décident de fonder un comité d'action française. Ils sont rejoints par deux officiers, le colonel de Villebois-Mareuil, le futur héros du Transvaal, et le capitaine Caplain-Cortambert.

L'affaire Dreyfus a fait retrouver à Vaugois et à Pujo la patrie charnelle et rejeter les abstractions dont se réclament les dreyfusards.

Ce cheminement sera par la suite celui de beaucoup d'autres intellectuels.

Cependant les dreyfusards se montrent moins arrogants. Les élections de mai 1898 ont donné la majorité à leurs adversaires. Zola a été condamné pour outrages à l'Armée. Il semble qu'il n'y ait plus d'Affaire Dreyfus...

Le premier sang

"L'Affaire" rebondit après le suicide du colonel Henry le 31 août. Appartenant au Service des renseignements, il a été convaincu d'avoir fabriqué un faux reprenant les accusations portées contre Dreyfus et emprisonné. En fait il a voulu couvrir son informatrice à l'ambassade d'Allemagne, M^{me} Bastian, qui continue à faire son travail d'espionnage. Le "faux Henry" n'a pu avoir d'effet sur la condamnation du capitaine puisqu'il lui est postérieur de deux ans.

Tandis que le lieutenant-colonel Henry est accablé par les dreyfusards et même par une bonne partie des nationalistes, Charles

déric Amouretti. Ils envisagent la création d'une ligue.

Avec les encouragements de Vaugois, Maurice Pujo publie le 19 décembre 1898 dans *L'Éclair* un manifeste sous le titre *L'Action française* dont les deux mots apparaissent pour la première fois dans la presse. Il dénonce l'idéologie des Droits de l'Homme comme la cause du trouble que connaît la France et proclame la nécessité de « **reconstituer la France comme société et de refaire de la France républicaine et libre un État organisé à l'intérieur, aussi fort à l'extérieur qu'il l'a été sous l'Ancien Régime** ». Il ajoute : « **Sans qu'il y ait à recourir aux formes du passé car on ne fait rien avec les morts** ». On le constate, Maurice Pujo (et Henri Vaugois) ne sont pas royalistes et ne croient pas, à l'époque, que la monarchie puisse revivre. Néanmoins l'article de Pujo pose les bases de la démarche qui le conduira, ainsi que Vaugois, à se rallier plus tard à la nécessité de la restauration de la monarchie.

Le manifeste publié par *L'Éclair* est reproduit dans une vingtaine de quotidiens de Paris et de province, sous la rubrique *Les intellectuels patriotes*. Cependant il est jugé trop vigoureux par Louis Dausset et quelques esprits timorés. *L'Action française* n'existe pas encore que son seul nom fait déjà peur ! Il est décidé finalement de lancer une "Ligue de la Patrie française" avec un autre manifeste, très anodin. On n'y attaque pas la gauche, ni même les dreyfusards. On se contente de déclarer la volonté de sauvegarder « **les traditions de la Patrie française** ».

La Ligue, dont le président est l'académicien François Coppée, reçoit cent mille adhésions en vingt-quatre heures. Mais quand ses fondateurs se réunissent pour fêter leur succès, Louis Dausset déclare : « **Et maintenant, pour utiliser tout cela, il faudrait des idées** ». On a réuni une foule considérable sans avoir ni programme, ni stratégie à lui proposer...



Henri Vaugois
(1864-1916)

Maurras prend sa défense dans sept articles publiés dans *La Gazette de France* et intitulés *Le premier sang*, le premier sang versé dans l'Affaire Dreyfus. Il y aura beaucoup d'autres victimes. La suppression du Service de renseignements par les dreyfusards parvenus au pouvoir en 1902 rendra aveugle l'Armée française au moment où les armées allemandes déferleront sur la France à l'été 1914.

L'Action française fait peur

En novembre Henri Vaugois lance l'idée d'un manifeste qui répondrait à une déclaration des intellectuels dreyfusards dans *L'Aurore*. Il prend contact avec deux professeurs du Collège Stanislas qui ont le même projet: Gabriel Syveton et Louis Dausset. Ces derniers prennent langue avec Maurras et Lucien Moreau, secrétaire de la *Revue Académique*, par Fré-

CHIRAC À L'ÉCOLE MILITAIRE

La raison d'État

Ce mercredi 12 juillet, jour du centenaire de la réhabilitation d'Alfred Dreyfus, Jacques Chirac s'est rendu à Paris à l'École militaire, sur les lieux où le capitaine avait été publiquement dégradé en 1895. Il y a prononcé en guise d'hommage un discours très conventionnel, déclarant ainsi : « La réhabilitation de Dreyfus était la victoire de la République ».

La chose n'est, hélas, que trop vraie : jamais jusqu'alors le régime n'avait autant mis en action sa "philosophie" libertaire ennemie de toute tradition nationale et catholique et donc vouée à servir les ambitions de tous ceux qui ont intérêt à traîner la France dans la boue. Libre à M. Chirac d'estimer, dans le même discours, que la république est « le creuset où finirent de s'élaborer les valeurs humaines de respect et de tolérance, des valeurs qui, aujourd'hui encore, constituent notre ciment ». Que peuvent donc bien être ces valeurs qui ne se réfèrent à rien de ce qui fit l'âme de la France, à rien qui dépasse "l'Homme", ses "droits", ses désirs et ses idéologies ?

M. Chirac s'est félicité que la Cour de cassation ait proclamé « le primat des droits individuels sur la raison d'État ». En fait, elle a fait prévaloir l'individualisme anarchique sur les nécessités de la défense nationale. Il s'agissait de savoir si l'on acceptait que la défense des droits de l'individu puisse remettre en cause une institution aussi essentielle que l'Armée, et la nation elle-même. Or la raison d'État devait l'emporter sur l'idéologie individualiste.

L'Affaire Dreyfus fut beaucoup plus qu'une histoire "d'erreur judiciaire", à supposer que la capitaine ait été innocent. Il est curieux d'observer que personne n'a apporté ces jours derniers les preuves de sa prétendue "innocence". Une fois de plus M. Chirac a invité les Français à faire repentance en évoquant le comportement de l'Armée il y a un siècle. En 1906 le triomphe de l'idéologie républicaine é été marqué par l'humiliation de l'Armée française.

J.C.

Jean-Pax Méfret chante les Guerres de Vendée

■ L'événement de ce 14 juillet 2006, qui, comme chacun sait, est le jour anniversaire d'un seul événement important : la mort du généralissime de l'Armée catholique et royale Jacques Cathelineau à Nantes le 14 juillet 1793, aura été incontestablement la sortie aux éditions Clovis du nouveau disque de notre ami Jean-Pax Méfret, dont nous connaissons depuis plus de vingt ans le talent, la ferveur et le courage.

« **Pied-noir de naissance, Vendéen de cœur, Chouan de caractère** », comme il se dit lui-même, il chante aujourd'hui, avec *Les Guerres de Vendée et les Chouans*, « **les grands oubliés de l'Histoire, ces géants de la Foi** ». De sa voix grave et émouvante, il évoque d'abord ce que furent ces guerres effroyables et le populicide décrété par la République robespierriste, puis deux chants sur des rythmes lents et lancinants, au rythme de la marche des paysans catholiques et royalistes, exaltent la foi de ces hommes tout d'une pièce, ces Chouans face aux colonnes infernales. La musique seule ensuite permet de prolonger la méditation, car ce disque s'écoute religieusement.

Michel FROMENTOUX

* **Durée 20 mn. Prix : 13,80 euros + port.**
- Éd. Clovis, B.P. 88, 91152 Étampes cedex. Tél : 01 69 78 30 23. **Commande en ligne : www.jean-pax.com**



NOTES DE LECTURE

Cléry (Jean-Baptiste) Valet de chambre du Roi

■ Ce journal de Cléry avait connu un prodigieux succès au XIX^e siècle, mais il y avait longtemps qu'il n'avait pas été réédité. Tous les lecteurs qui s'intéressent à la personnalité de Louis XVI seront sensibles à la sérénité du ton, au sens du détail concret, à l'évocation de l'atmosphère du Temple, édifice médiéval devenu la prison du Roi ; à l'évocation des relations du captif avec ses geôliers, ainsi qu'à son comportement profondément chrétien en toutes circonstances. Il montra toujours « **une grande résignation et une inaltérable sérénité** ». Conduit à l'écha-

faud, il s'arrêta près du concierge de la Tour pour le prier de l'excuser d'« **un peu de vivacité** » qu'il avait eue envers lui.

Cette jolie réédition comporte deux plans de la dernière résidence de celui que Cléry appelait avec raison, en considération de sa piété et de sa bonté, « **le meilleur des rois** ».

René PILLORGET

* **Journal relatant la captivité de Louis XVI, Roi de France.** Éd. Gérard Montfort, 27800 Saint-Pierre-de-Salerno. (92 p.) 12,50 euros

La route de Varennes

■ On connaît l'œuvre romanesque d'Alexandre Dumas père et sa façon, selon l'expression consacrée, de violer l'histoire pour lui faire de beaux enfants. Ce que l'on sait peu, c'est que l'enfant de Villers-Cotterêts a su faire œuvre d'historien rigoureux avec *La route de Varennes*.

En 1860, le romancier, accompagné d'un ami dont il tait le nom, a refait le périple de la famille royale jusqu'à la bourgade où le destin de la France fut scellé. Dumas a rencontré les derniers témoins de Sainte-Ménéhould ou de Varennes qui assistèrent à cette page essentielle de notre histoire. Parmi eux un notaire à la mémoire sans failles.

On a l'impression, en lisant ce livre, d'être aux côtés du roi et de sa famille. De plus, l'auteur sait si bien entretenir le suspense qu'une personne non avisée des événements historiques pourrait croire à un dénouement heureux.

Il est essentiel de redécouvrir ce livre quasi inconnu de Dumas qui sait redonner une dimension humaine à Louis XVI et à ses proches.

Renaud DOURGES

* **Alexandre Dumas : La route de Varennes. Le Livre d'histoire, route de la Citadelle 02250 Autremancourt.** 20 euros + 5,5 euros de frais de port.

UNE VOIX HONNÊTE

■ Dans le cadre du cinquante-huitième Congrès de l'Association Internationale des Études Françaises, le professeur Michael Einfalt de Fribourg-en-Brigau a présenté une étude sur *La critique littéraire de l'Action française* (1). Il convient de louer l'objectivité de son propos fondé sur une réelle connaissance de son objet. Après avoir rappelé que l'Action française constituait le principal mouvement de "l'extrême-droite", que la doctrine de Maurras avait pour bases la monarchie, le catholicisme, le classicisme, il signale la diffusion des idées royalistes par la *Revue critique des idées*

et des livres et la *Revue Universelle* fondée par Bainville et continuée par Massis. Il évoque les noms d'André Rousseaux, de Robert Kemp, de Thierry Maulnier.

Les interventions de l'auditoire, courtoises, documentées, pertinentes, ont caractérisé un esprit de bonne compagnie qui contrastait agréablement avec l'ignorance et la vulgarité de plusieurs colloques d'aujourd'hui.

PERCEVAL

(1) **Le mercredi 6 juillet, dans les locaux de l'École normale supérieure, 45 rue d'Ulm, Paris.**

HISTOIRE

Barbey d'Aureville politique : éloge et défense du pouvoir légitime



On oublie trop souvent que **par Pierre LAFARGE** nous les faits et les opinions de son époque.

■ On oublie trop souvent que **par Pierre LAFARGE** nous les faits et les opinions de son époque. Selon Barbey, Bonald « **a porté, sur la société de son temps, un regard profond, concentré, chargé de cette attention qui s'amasse et qui finit par produire la foudre de la réflexion** ». Il loue particulièrement Bonald pour avoir défendu la famille et la propriété, ces « **deux axes du monde moral et politique connu** », attaqués par la démocratie. Pour l'auteur des *Diaboliques*, Chateaubriand est un homme du XVIII^e siècle quand Maistre et Bonald échappent au venin du siècle des philosophes : « **Il a sucé le lait maudit** ». Malgré cette tare romantique, Barbey retient le malouin pour son *Génie du Christianisme*, qu'il voit comme « **l'apologie détaillée et grandiose d'une religion qui répond à toutes les facultés de l'être humain** ». Il ne lui pardonne par contre nullement son constitutionnalisme et sa défense de la Charte sous la Restauration.

Barbey s'en prend dans son introduction aux idées révolutionnaires auxquelles il attribue très justement deux pères : Luther et surtout Descartes. « **Descartes, nous dit Barbey, introduisit dans la pensée philosophique de l'Europe ce que Luther avait introduit dans la pensée religieuse.** »

Maistre et Bonald

De Joseph de Maistre, Barbey retient surtout ses *Considérations sur la France*. Il loue le Savoyard d'avoir mis en garde ses contemporains contre toute constitution d'origine humaine et d'avoir compris que tout accommodement avec les idées nouvelles condamnerait à terme les efforts de restauration.

Conscient de l'infériorité de la langue de Bonald sur celle de Maistre, Barbey n'en rend pas moins un juste hommage au vicomte rouergat : « **Personne plus que Bonald n'a vu ce que renfermaient et gardaient à l'ave-**

■ **La trahison de Lamennais**

Félicité de Lamennais est l'autre écrivain à subir des reproches de Barbey : « **De tous les hommes qui devaient trahir la Vérité, celui qui fut l'abbé de Lamennais est certainement le plus coupable.** » Effectivement, avant de détroquer et de rejoindre la « **petite mare crouissante du Rationalisme** », cet autre Breton se rangeait dans le camp des ultras comme en témoigne son *Indifférence en matière de religion*. Sa lucidité d'alors le fait admettre par Barbey dans le camp des Prophètes du passé, ne serait-ce que pour la phrase suivante, écrite en 1829 : « **Croit-on que le libéralisme, quand il se serait satisfait d'un premier triomphe, n'aurait désormais plus rien à**

■ **La trahison de Lamennais**

Félicité de Lamennais est l'autre écrivain à subir des reproches de Barbey : « **De tous les hommes qui devaient trahir la Vérité, celui qui fut l'abbé de Lamennais est certainement le plus coupable.** » Effectivement, avant de détroquer et de rejoindre la « **petite mare crouissante du Rationalisme** », cet autre Breton se rangeait dans le camp des ultras comme en témoigne son *Indifférence en matière de religion*. Sa lucidité d'alors le fait admettre par Barbey dans le camp des Prophètes du passé, ne serait-ce que pour la phrase suivante, écrite en 1829 : « **Croit-on que le libéralisme, quand il se serait satisfait d'un premier triomphe, n'aurait désormais plus rien à**

La trahison de Lamennais

■ **Salut au dandysme**

■ Royaliste, formé à la rude école des Camelots du roi aux alentours de 1970, excessif pour le meilleur, plume critique acérée, Arnould de Liedekerke, disparu prématurément en 2003, était tout désigné pour dresser le portrait du « **dandy absolu** ». Ce qu'il fit avec panache et intelligence dans ce *Talon rouge*, qu'il voulait une sorte de *Traité du rebelle* à la française.

Salut au dandysme

■ **Salut au dandysme**

■ Royaliste, formé à la rude école des Camelots du roi aux alentours de 1970, excessif pour le meilleur, plume critique acérée, Arnould de Liedekerke, disparu prématurément en 2003, était tout désigné pour dresser le portrait du « **dandy absolu** ». Ce qu'il fit avec panache et intelligence dans ce *Talon rouge*, qu'il voulait une sorte de *Traité du rebelle* à la française.

Pour Liedekerke, Barbey d'Aureville était tout à la fois « **l'homme des chimères, des débordements oniriques, des turbulences. L'homme des passions incandescentes, des intempérances et des excès.**

[...] **L'homme des contradictions absolues, des diatribes enflammées.** » Beaucoup pour un seul écrivain. Mais quel écrivain ! Celui qui offrit à la littérature française *Les Diaboliques*, *Une vieille maîtresse* et *Le Chevalier des Touches*.

Ce hobereau du Cotentin devait traverser le « **stupide XIX^e siècle** » et éclairer de ses feux, de sa fureur et de sa fougue le petit monde littéraire de la capitale prompt à s'enrasser dans les hugoleries et autres romans de Zola. Sa descendance est remarquable : Huysmans, Bloy, Hello et plus près de nous Bernanos et La Vendée. Jamais en

■ **Saint-Bonnet**

Antoine Blanc de Saint-Bonnet, aujourd'hui bien oublié, remporte au contraire tous les suffrages de Barbey pour sa *Restauration française*. Blanc de Saint-Bonnet n'y défend pas l'idée d'un simple retour aux institutions monarchiques mais appelle à une véritable régénération de la société française, notamment via l'aristocratie et le capital (entendu comme l'accumulation des vertus d'une nation). Il ne se satisferait en effet que d'« **une restauration de la Monarchie dans un pays monarchiquement restauré** ». Barbey vante également les talents d'économiste de son contemporain lyonnais : « **Aucun économiste n'a fait preuve sur la question du Capital, scientifiquement entendue, de regard plus clair et de plus perçante compétence.** »

Saint-Bonnet

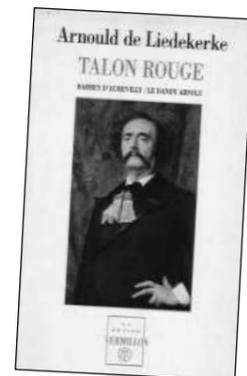
■ **La trahison de Lamennais**

Félicité de Lamennais est l'autre écrivain à subir des reproches de Barbey : « **De tous les hommes qui devaient trahir la Vérité, celui qui fut l'abbé de Lamennais est certainement le plus coupable.** » Effectivement, avant de détroquer et de rejoindre la « **petite mare crouissante du Rationalisme** », cet autre Breton se rangeait dans le camp des ultras comme en témoigne son *Indifférence en matière de religion*. Sa lucidité d'alors le fait admettre par Barbey dans le camp des Prophètes du passé, ne serait-ce que pour la phrase suivante, écrite en 1829 : « **Croit-on que le libéralisme, quand il se serait satisfait d'un premier triomphe, n'aurait désormais plus rien à**

■ **Salut au dandysme**

■ Royaliste, formé à la rude école des Camelots du roi aux alentours de 1970, excessif pour le meilleur, plume critique acérée, Arnould de Liedekerke, disparu prématurément en 2003, était tout désigné pour dresser le portrait du « **dandy absolu** ». Ce qu'il fit avec panache et intelligence dans ce *Talon rouge*, qu'il voulait une sorte de *Traité du rebelle* à la française.

* **Jules Barbey d'Aureville : Les Prophètes du passé.** Éd. du Sandre, 266 p., 23 euros. **Présentation et notes de David Cocksey.**



■ tout cas il ne fut mieux servi que par le comte Raasse-Arnould de Liedekerke-Beaufort.

P.L.

* **Arnould de Liedekerke : Talon Rouge. La Petite Vermillon, 352 p., 7 euros.**

Et si on relisait Platon ?

Soyons francs. La plupart d'entre nous, à l'évocation de Platon, pensent aux volumes poussiéreux pieusement rangés sur une armoire inaccessible, ou à des cours de lycée vite appris, vite oubliés. En tout cas, à rien qui puisse éclairer les débats et les enjeux contemporains. La traduction récente par O. Sedeyn des cours de philosophie politique de Leo Strauss sur Platon devrait les

Les législateurs qui tentent d'élaborer une constitution construite sur le dogme de l'égalité entre les hommes se trompent lourdement.

inciter à réviser leurs positions. Si Strauss est souvent associé dans l'actualité immédiate aux origines du mouvement néoconservateur – qui aurait inspiré l'invasion américaine de l'Irak – peu de personnes peuvent se targuer d'avoir lu ses travaux philosophiques.

Défense du régime mixte

Platonicien, antimoderne, hostile aux prétendues "sciences" sociales, Strauss donne en 1959 un cours à l'Université de Chicago sur *Le Banquet*, que retranscrita ensuite l'un de ses meilleurs élèves, Hilail Gildin. *A priori*, le sujet du *Banquet* semble assez éloigné de la politique. Tout le monde sait que



le dialogue en question est une sorte de compétition entre différents protagonistes, qui cherchent à faire le plus bel éloge du désir, d'*eros*.

Strauss rappelle toutefois qu'il est le dialogue par excellence de l'affrontement entre la philosophie et la poésie, Socrate et ses adversaires. Parce que la spécificité de la tradition philosophique inaugurée par Socrate fut d'avoir compris l'essence du Politique, contrairement à ses adversaires sophistes, poètes et présocratiques, elle est une école de sagesse : « L'implication de la philosophie platonico-aristotélicienne est [...] qu'il ne peut pas y avoir de société rationnelle, c'est-à-dire de so-

par
Pierre CARVIN

ciété composée d'êtres humains purement rationnels », d'où la défense classique du régime mixte, qui donne non seulement la parole aux plus rationnels, donc aux plus sages, mais aussi à la "non-sagesse", au *demos*, qui s'exprime par la voie du consentement.

Cela étant dit, Strauss fait du *Banquet* un concours de sagesse entre philosophie politique et poésie. La poésie se distingue de la philosophie parce qu'elle fabrique des mythes, elle invente sans souci du vrai, ce qui rend les interlocuteurs de Socrate sans doute lyriques, mais incapables de comprendre la nature d'*Eros*.

L'exégèse straussienne, érudite et pénétrante, nous incite à nous replonger dans Platon avec le sentiment qu'il existe encore quelque chose de profond et d'aventureux, peut-être même de dangereux, à considérer les dialogues socratiques.

Des lois et des marionnettes

Pour ceux encore sceptiques, la nouvelle traduction des *Lois* de Platon par L. Brisson et J-F Pradeau peut servir de test. Elle achève une entreprise de retraduction des dialogues initiée depuis un peu plus de vingt ans par Flammarion, et a le mérite de mettre à la portée des bourses les plus modestes un texte essentiel de la philosophie politique, puisque les autres traductions n'étaient disponibles qu'en Pléiade et en Belles Lettres, c'est-à-dire dans des gammes de prix nettement plus élevées.

En général, la vulgate oppose la *République* aux *Lois*, faisant de la première une œuvre de jeunesse utopiste que la seconde corrige en un sens plus pragmatique. C'est là céder à un préjugé historiciste qui tend à dévaloriser le contenu philosophique de la *République* comme des *Lois*. Ces dernières décrivent en 12 livres la constitution fictive d'une cité excellente capable de former des citoyens vertueux et heureux. Cette cité des Magnètes qui doit s'installer en Crète est l'objet d'un dialogue entre un Athénien, un Lacédémonien et un Crétois que l'âge et l'expérience ont rendu plus sages, ou du moins dépassionnés. Le dialogue est un prétexte pour comprendre l'éducation à la vertu des hommes depuis la petite enfance jusqu'à l'âge adulte par la loi, la loi platonicienne ici incluant aussi les mœurs et plus généralement tout ce qui touche l'homme en tant qu'il vit en société : « [...] il existe la raison qui calcule ce qui en ces sentiments [l'attente, la crainte, la confiance] vaut le mieux et ce qui est le pire pour chacun de nous ; et quand ce calcul est devenu le décret commun de la Cité, il porte le nom de "loi" » (I, 644d).

Pour bien comprendre le rôle de la loi dans la Cité, l'étranger athénien évoque un mythe resté

célèbre, qui compare les êtres humains à des marionnettes manipulées par les dieux, dont on ne sait si elles ont été constituées dans un but sérieux ou pour leur simple amusement. La conduite des individus se conforme aux lois comme les marionnettes aux fils qui les relient aux mains des dieux, le plus souple de ces fils étant la Raison, dont la contrainte doit être acceptée pour parvenir à l'excellence dans son acception la plus complète. Toutefois, l'existence de fils moins souples, plus raides et de facture moins noble (le fil de la Raison est d'or, les autres de métaux non précieux) nous enseigne aussi



Platon

sur la nature double des lois, qui s'adressent aux citoyens capables d'accéder à la vertu par la persuasion rationnelle, mais aussi à tous les autres, la multitude inspirée par la crainte qui ne comprend que la force.

À l'ère du localisme, des utopies communicationnelles, des démocraties participatives et autres métastases issues du mouvement démocratique égalitaire, les *Lois* viennent nous donner une leçon assez simple : les législateurs qui tentent d'élaborer une constitution construite sur le dogme de l'égalité entre les hommes se trompent lourdement, parce qu'ils ne sont pas capables de distinguer l'ordre naturel de la convention. La philosophie platonicienne, et plus généralement la pensée classique, dont l'Action française s'est voulue la continuateur, est devenue le refuge véritable de la pensée critique car en dissidence radicale avec le projet moderne dans sa totalité.

* Leo Strauss, *Sur le Banquet. La philosophie politique de Platon*, éditions de l'Éclat, 334 pages, 32 euros.

* Platon, *Les Lois (deux volumes, livres I à VI et VII à XII)*, Éd. Garnier Flammarion.

À l'écoute du vent du Nord

Sur la plus haute étagère de la bibliothèque, à la campagne, ils sont toujours là, reliure rouge un peu fatiguée mais présentant bien tout de même, avec leurs belles lettres d'or : trois tomes des contes d'Andersen, cadeau pour une malencontreuse rougeole (ou varicelle) – à l'époque on subissait.

Génies, sorcières, trolls, c'était un peu glaçant, le mystérieux appel du Nord. Il y avait bien eu auparavant la suédoise Selma Lagerlöf dont le merveilleux voyage de Nils Holgersson nous était lu au réfectoire, les années de pensionnat. Nous avons tant voyagé avec lui que nous en ressentions le vertige ; nous croisions les cigognes, les oies sauvages en partance pour des rivages à la lumière dorée. Se rendaient-elles déjà au Club Med ? Nous ne nous posions, bien sûr, pas tant de questions.

Chez Andersen, hardiment attaqué, il m'en souvient La Petite Sirène qui rêve d'être femme, me faisait beaucoup pleurer.

Elle troquait, certes, sa queue de poisson contre de jolis pieds mais au prix du martyre : elle ressentait, à marcher, le tranchant d'une épée. Fatal épilogue, elle retournerait pour jamais à la mer profonde. Sanglots éternels.

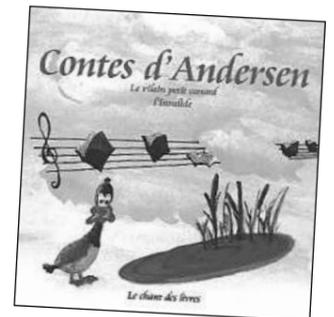
Un autre joli conte Le Vilain Petit Canard m'enchantait sans réserve. Cette brave maman cane, couvant un intrus, c'était diablement excitant et après bien des rebuffades, des épreuves, des ostracismes, le petit canard différent, cygne en réalité, était enfin adopté. On est différent, on est tous unique, ce fut ma conclusion. Celle d'Andersen ? C'est selon. Cependant l'expression "vilain petit canard" est entrée dans la langue et s'utilise avec une sympathique fréquence.

Ceci pour dire que lorsque mon habituel préposé aux factures et diverses paperolles me délivra un disque compact (C.D. dans le texte) des Contes d'Andersen, dans une nouvelle collection du livre de Poche, intitulé Le chant des livres, je me suis trouvée plus que ravie d'écouter le tome premier de la série.

C'est une vraie joie de retrouver notre petit canard et les inquiétudes de Maman Cane, la surprise enfin, la joie et la fierté de tous : le petit canard est un aristo.

Le second conte choisi par Anne Brassié L'Invalide – inconnu de moi qui n'avais pas dû pousser jusqu'au troisième tome – est un petit bijou. Il nous parle du pou-

voir magique des livres sur les âmes enfantines... et autres. Un soir de Noël, un livre reçu par un infirme va lui apporter une leçon de vie ; il n'était qu'abandon, résignation à son triste sort ; sage et pieux, il retrouve joie et espérance et, en un moment de pure allégresse, pour sauver son oiseau des griffes du chat, miracle, il recouvre l'usage de ses jambes. Le Ciel en soit béni.



Tout cela dit sans pathos, avec ce qu'il faut de vraie sensibilité, d'humanité, de douceur et avec un zeste d'humour pour faire pschitt. Anne Brassié s'y entend très bien. Elle a eu également l'intuition que la musique ajouterait encore à l'enchantement du récit et c'est Vladimir Chevel, accompagné au piano par Pierrette Molinari qui, au violoncelle, illustre ces contes avec la très belle musique de Grieg, cette déchirante Chanson de Solveig et la Mort d'Aase que me jouait si souvent mon père au piano. C'est bien ce qu'il fallait de suavité et de mélancolie pour faire passer l'âpreté de ces récits nordiques.

Anne Brassié, en complicité avec Yves Tarantik, nous fait vivre ces deux contes avec émotion, fraîcheur et vivacité, la fine aquarelle de couverture est due à Nicolas Brassié ; y figurent le petit canard perplexe et une portée musicale, à clé de sol, sur laquelle s'envolent des livres. On écoute le récit et, sous les doigts du violoncelliste, on entend le ruisseau bruire dans les roseaux et les boureaux trembler dans le vent.

Ce joli premier disque sera pour nos enfants – voire petits-enfants – un sésame pour le royaume enchanté du poète danois ; ainsi ouvriront-ils le livre des merveilles et entreront-ils, sans angoisse, dans la haute futaie inexplorée des contes.

Monique BEAUMONT

* Contes d'Andersen (vol.1) Le chant des livres. C.D. édité pour le Livre de Poche. La pochothèque (2005) distribution Rejoyce. 01 39 50 81 71.

FRANÇOIS-MARIE ALGOUD

Notre Avenir est dans le Passé

16 chroniques pour réfléchir et agir (120 p., 16 x 23 cm)

Ce recueil dont les leçons se dégagent du passé est strictement hors commerce.

Son éditeur, les Éditions de Chiré, l'offrira à ses clients :

1° pour tout achat de France notre seule patrie ;

2° pour tout achat de deux des ouvrages de François-Marie Algoud actuellement en vente, dont celui avec Berthe Hansenne, en y incluant le recueil de poèmes Sur le Seuil, de son père Albert-André Algoud et le Nouveau Vademecum, guide juridique et pra-

tique contre la pornographie et l'incitation à la perversion des mœurs, de la Cité vivante.

* B.P. 1, 86190 Chiré en Montreuil. tél. 05 49 51 83 04. Fax 05 49 51 63 50. – Duquesne diffusion, 27 avenue Duquesne 75007 Paris. 01 45 55 87 55.



Des romans pour tous les goûts

Moment privilégié de détente, les vacances offrent le temps de lire ; les éditeurs le savent qui programment à leur approche de "la lecture de plage". Bien que ces livres ne soient pas d'obligation à exclure, il est permis d'être plus exigeant. Cette sélection pioche dans tous les genres pour satisfaire toutes vos aspirations.

Voyage initiatique

Mutien a disparu en mer ; une fin à l'image de cet homme extraordinaire pour lequel son cadet, Abel, nourrissait une admiration sans ombre. En rangeant ses papiers, une liasse de documents le plonge cinquante ans en arrière, lorsque, en septembre 1944, une colonne de l'armée allemande en déroute avait fait halte dans leur ferme wallonne. Ces soldats épuisés, blessés, désespérés, déments parfois, étaient conduits par une poignée d'officiers désillusionnés dont l'ultime ambition était de les ramener chez eux à tout prix. Ils avaient besoin de chevaux, et avaient réquisitionné ceux de l'exploitation, y compris Gaillard, l'étalon brabançon du fermier fusillé l'année précédente.

Pour Mutien, le sacrilège avait été insupportable ; il avait enfourché son vélo, décidé à reprendre l'alezan de leur père coûte que coûte. Abel avait suivi. Les deux frères avaient entamé un dangereux périple à travers des régions où la guerre faisait rage, à la traîne d'un ennemi vaincu qui, dans le malheur, se révélait désespérément humain et compatissant...

De cette odyssee, le doux et pieux Abel gardait le souvenir de préjugés combattus, d'un pas accompli sur le chemin de la réconciliation. Les papiers de Mutien allaient lui révéler une vérité plus douloureuse, et la part d'ombre inexpiable entourant l'aîné.

Pitié pour le Mal ! de Bernard Tirtiaux, voyage initiatique à travers l'Allemagne nazie en ruines au devant d'un peuple moins démoniaque que prévu, est d'abord une interrogation, souvent bouleversante, sur le Malin à l'œuvre dans le monde et en chaque âme, sur la responsabilité humaine, et sur la possibilité de pardonner, ce qui confère à ce beau roman une dimension singulière.

Violence et terrorisme

Pour sortir l'Italie de la crise qu'elle traverse en ces années 1970, années de plomb de la violence et du terrorisme, le président du Conseil, Corrado Dusa, s'appête à signer "le compromis historique", qui, en l'associant à l'action gouvernementale, soustraira le P.C.I. aux tentations extrémistes. À quelques jours de cet accord, Dusa est enlevé par un groupuscule gauchiste qui menace de le tuer, chantage auquel la Démocratie chrétienne ne cédera pas.

Il est aisé de reconnaître en Dusa Aldo Moro, enlevé et assas-

siné en des circonstances similaires, jamais parfaitement élucidées. Là, toutefois, s'arrêtent les comparaisons possibles, Allan Massie ayant choisi, pour écrire *L'homme sacrifié*, la liberté de l'interprétation romanesque.

Si Corrado Dusa reste absent du drame dont il est le centre, et silencieux, d'autres s'expriment d'abondance. Raimundo, son frère aîné, diplomate historien éclipsé par les succès du cadet, plus occupé à analyser ses sentiments face aux événements qu'à leur chercher une solution ; Sandro, Nico et Bernardo, ses fils, dont le dernier est complice et acteur de l'enlèvement ; Bella, la nièce bien-nommée, Christopher, son amant journaliste américain. Et Tommaso, jeune aristocrate idéaliste, lancé dans l'action révolutionnaire sans en mesurer les conséquences réelles, qu'il ne supportera pas.

Au milieu de ce verbiage, des intérêts contradictoires, des utopies mortelles, également vides de sens, mensonges, vains et ridicules, Dusa gagne une paradoxale présence en creux, devient le seul crédible, le seul humain, et c'est, d'ailleurs, ce qui le tue.

Polar érudit

Matthew Pearl, spécialiste de littérature italienne, a cherché à concevoir, avec *Le cercle de Dante*, un roman ambitieux où se mêlent la symbolique du poète, l'histoire des milieux universitaires et littéraires américains du XIX^e siècle, et une intrigue policière.

Alors qu'ils s'appêtent à offrir, pour le sixième centenaire de la naissance du Florentin, la première traduction anglaise de *La Divine Comédie*, le poète Longfellow et ses amis découvrent, horrifiés, que la vague de crimes atroces qui frappe Boston en cet hiver 1865 suit exactement les supplices de l'Enfer dantesque. Troublante évidence qui pourrait faire d'eux les principaux suspects, et discréditer sans retour le chef-d'œuvre, déjà dénoncé par Harvard comme une tentative de polluer l'âme américaine au contact d'une pensée catholique et latine... Pour sauver Alighieri du scandale, et échapper aux soupçons, le cercle littéraire se mue en équipe de limiers.

Il y a dans ce livre quelques passages terrifiants, et des longueurs lassantes. Mais, si l'on bâille parfois, on ne saurait, en tout cas, craindre de s'encanailier à la lecture de ce polar intellectuel et érudit, plus didactique que distrayant.

Dimension mystique

Un reproche que l'on n'adressera pas à Frédéric Lenoir et Violette Cabesos, auteurs de *La promesse de l'ange*.

À l'aube du XI^e siècle, Frère Roman, bénédictin architecte, est appelé à construire la nouvelle abba-

— par —
Anne BERNET

— tiale du Mont Saint-Michel. Mais, à l'instant de se mettre à l'ouvrage, la rencontre de Moïra, ultime héritière du savoir druidique et des cultes païens, jette, dans l'âme du jeune moine un trouble irréparable.

Un millénaire après, Johanna, une archéologue travaillant au Mont, est poursuivie par des songes récurrents effroyables, dans lesquels un moine décapité l'invite « à creuser la terre pour atteindre le ciel ».

Illusion d'un esprit surmené incapable d'exorciser ses propres démons, ou appel au secours venu de l'Au-delà ? À l'heure de l'ésotérisme triomphant et des attaques répétées contre le catholicisme, une telle intrigue pourrait inquiéter. Cependant, si l'on excepte les habituels reproches faits à l'Église d'avoir supprimé les anciens cultes, prôné la chasteté et le célibat ecclésiastique, ou la mise sur un plan d'égalité de la révélation chrétienne avec les autres croyances, ce gros roman au double récit foisonnant ne recèle rien de scandaleux. Et, si l'ignorance de Johanna sur le plan religieux s'avère déconcertante de la part d'une médiéviste, quelques beaux passages, vers la fin, donnent au livre une dimension mystique inespérée.

L'alibi des pulsions

Gévaudan, de Philippe Mignaval, pourrait être un très bon roman, angoissant à souhait. En possession d'un lambeau de peau de la Bête du Gévaudan, un scientifique juge utile de cloner le monstre afin de pouvoir enfin identifier le mystérieux animal. Évidemment, un malencontreux accident lui fait perdre le contrôle de l'expérience et lâche dans la nature la résurrection du fauve. Le postulat de base n'est pas dépourvu d'intérêt : comment, à l'aube du XXI^e siècle, ferions-nous face, avec nos technologies, à un cauchemar jailli du passé ? Comment les véritables responsables de ce nouveau carnage s'exonèrent-ils de leur faute ?

Autant d'interrogations sur l'état moral de notre société que Mignaval n'exploite pas assez, préférant s'intéresser aux pulsions auxquelles la Bête fournit un commode alibi et focaliser l'attention du lecteur sur un prêtre en soutane, donc frustré et pervers...

Des scènes de zoophilie, une recette de ratatouille pour cuisiniers d'un genre particulier achèvent de faire de ce livre un ouvrage à ne vraiment pas mettre entre toutes les mains.

Non-dits suggestifs

En 1888, Fortuné du Boisgobey n'ignorait rien des turpitudes humaines, lui non plus, mais les suggérait au lieu de les dépeindre. C'est pourquoi ses livres, empreints d'un cachet désuet au charme rare, sont d'une étonnante modernité.

Au cours d'un bal de Mi-Carême chez Paul Vitrac, un peintre en vogue, un inconnu jette dans le salon un sac contenant la tête tranchée d'une jeune femme. Tête qui, selon certains invités, ressemble à celle de la mystérieuse maîtresse de l'artiste, une étrangère mariée à un terrible jaloux. Cependant, le comte Borodino continue de s'exhiber au Bois en compagnie d'une beauté blonde, sosie de la défunte... Mais ce seigneur russe est-il celui qu'il prétend être ? Et pourquoi les jeunes marchandes de mode qui passent la porte de sa maison de Passy n'en ressortent-elles pas ?

Décapitée !, sombre affaire de substitution sur fond de traite des blanches au profit de harems turcs, joint à la solidité de l'intrigue les descriptions pittoresques du Paris de jadis. Et ses non-dits pudiques et suggestifs ont plus de profondeur que les descriptions complaisantes des auteurs modernes.

Le prêt-à-penser dénoncé

Des plumitifs mis à mal dans l'étonnant *Où est le Bec ?* de Gordon Zola, auteur des « déli-

enquêtes du commissaire Suitaume ». Qui travaille à saboter la rentrée littéraire en enlevant les plus grands noms de la littérature contemporaine ? Qui ose enfermer BHL avec pour unique compagnie l'œuvre de Maurras ? Qui assassine en les faisant dévorer par des oiseaux enragés de jeunes talents prometteurs et abscons ? Suitaume, flic mal-pensant ennemi du politiquement correct, va, pour élucider l'affaire, plonger dans le monde peu ragoûtant de l'édition branchée, avant, avec *The dada de Vinci Code*, parodie inénarrable d'un roman quasi-homonyme, de traquer un autre maniaque décidé à occire lors de son passage à Paris le fameux Daniel Brun, auteur « du roman dont on ne dit plus le nom ».

Calemboirs, jeux de mots, blagues à répétition, situations loufoques, et irrésistibles, ne nuisent pas à une dénonciation circonstanciée, et profonde, des travers de notre société, de ses fausses gloires et du prêt-à-penser. Une attitude si rare qu'elle mérite des encouragements.

* Bernard Tirtiaux : *Pitié pour le Mal !* Éd. Jean-Claude Lattès. 230 p., 17,50 € (114,79 F).

* Allan Massie : *L'homme sacrifié*. Éd. de Fallois. 312 p., 20 € (131,19 F).
* Matthew Pearl : *Le cercle de Dante*. Éd. Robert Laffont, 405 p., 21,50 € (141,03 F).

* Frédéric Lenoir et Violette Cabesos : *La promesse de l'ange*. Le Livre de Poche, 628 p., 7,50 € (49,20 F).

* Philippe Mignaval : *Gévaudan*. Le Pré aux clercs, 320 p., 18 € (118,07 F).

* Fortuné du Boisgobey : *Décapitée !* Les Belles Lettres, 302 p. 17 € (111,51 F).

* Gordon Zola : *Où est le bec ? et The dada de Vinci Code*. Le Léopard masqué. 90, rue Daguerre. 75014 Paris. 220 et 250 p., 15,80 € (103,64 F).

LUS AUSSI

● Federico Andahazi : *LE SECRET DES FLAMANDS*.

Depuis le début de leurs carrières, les Van Mander de Bruges et Monterga de Florence se livrent une guerre acharnée pour s'emparer des techniques secrètes de l'atelier rival. Les Flamands sont maîtres coloristes, l'Italien maîtrise la perspective. Aussi, lorsque les frères Van Mander voient arriver une mystérieuse Portugaise désireuse de leur commander le portrait que le Florentin aurait, selon elle, manqué, perdent-ils toute prudence. Car qui est cette femme qui en sait si long sur la peinture ? Pourquoi son passage à Florence a-t-il été marqué par l'assassinat de Pietro, l'élève prodigieux de Monterga ? Qui détient la clef du code de Saint Augustin, ce message chiffré qui révélerait le secret de la couleur pure ?

L'Argentin Andahazi ne va pas au bout d'une intrigue qui gagnerait à être plus complexe, mais il décrit admirablement les ambiances, les teintes

et les parfums de Florence et de Bruges à l'aube de la Renaissance.

* Éd. Nil. 260 p. 19 euros (124,63 F).

A.B

● Philippe Ragueneau : *TIBURCE, LE CHAT QUI MIT EN ÉCHEC LA MAFIA*.

Un chat héros de roman policier, l'idée n'est pas nouvelle. Tiburce, le sympathique gouttière de Ragueneau, s'inscrit dans une prestigieuse lignée littéraire. Le voilà lancé dans une nouvelle enquête pour sortir ses maîtres des difficultés où ils ont l'art de se mettre. Car, témoins involontaires d'un règlement de comptes, ils pourraient être en danger. Mais Tiburce saura démanteler à temps un réseau de trafiquants de drogue.

Violence feutrée, intrigue à mettre entre toutes les mains, ce petit roman plaira à coup sûr aux amis des chats.

* Le Rocher. 178 p. 14,90 euros (97,74 F)

Caroline BERNET

NAPPES PHRÉATIQUES

D'aucuns confrères se plaisent par **Jean-Baptiste MORVAN** d'autres regroupements politiques, civiques,

à insérer dans leurs publications des photographies tragiques destinées à nous émouvoir par le spectacle de notre planète desséchée déjà en mainte contrée. On contemple, sur un désert découpé par d'angoissantes craquelures, la pitoyable silhouette de quelque lion

La France a besoin d'un renouvellement de force et de purification tout à la fois.

angoissé et solitaire, ou d'un kangourou en proie au complexe du temps nouveau ! A vrai dire, il n'y a pas que le sol qui tristement se dessèche: il nous semble parfois que le monde le plus proche de nous souffre d'une croissante stérilité intellectuelle et culturelle, spirituelle et morale. Les craquements et les failles vont en s'accroissant dans un ensemble menacé, travaillé par une décadence sournoise, agressive et parfois vertigineuse.

Devons-nous nous résigner à être les bêtes affolées ou exténuées, en quête du moindre brin d'herbe? « **Le désespoir en politique est une sottise absolue** » disait Maurras ; mais ce principe, vrai pour la politique, l'est aussi dans bien des domaines de l'esprit. Les carences de l'esprit public où prolifèrent la "racaille", le troupeau hagard des indifférents, des éternels incertains, telles sont les zones où il conviendrait de ralentir l'espérance.

Jaillissements triomphaux

Nous prétendons (certains penseront que c'est avec témérité) que dans ces domaines, comme dans ceux qu'étudient la géographie et la sociologie, il existe des profondeurs mystérieuses et fécondes, des "nappes phréatiques" de la pensée. Ces réserves obstinées, dispensatrices de régénérations futures, nous les connaissons, et ne cessons de proclamer leur existence – même si, pour un temps, elles sont moins apparentes.

Il y a pour nous, parmi les convictions obstinément vouées aux réveils et aux reconnaissances, notre Action française ; et aussi

spirituels et religieux. Telles sont les "nappes phréatiques" de la vitalité française. Il arrive que des penseurs les redécouvrent avec ébahissement : je relisais ces jours derniers les pages écrites par Péguy, dont le socialisme primitif laisse place au culte intellectuel et spirituel de la Patrie. Nous avons l'intime conviction que sous le sol que parcourent nos pas hésitants, notre démarche inquiète, il y a ces réserves secrètes mais constantes de réconfort, ces promesses de futurs et nouveaux jaillissements triomphaux, ces terrains prêts au forage de puits artésiens de l'âme.

Chênes rouvres

La France a besoin – nous en sommes certains du plus profond de nos cœurs – d'un renouvellement de force et de purification tout à la fois. C'est une vocation rédemptrice pour elle, et une mission pour l'humanité proche ou lointaine, pour l'Europe comme pour les peuples pléthoriques qui souvent nous inquiètent par leur présence



Apparente sécheresse

pullulante. Vertus de prière profonde, de fidélités solides : nous nous reposons en espérance sur la fécondité future de cette "terre des aïeux" dont parlait déjà la *Chanson de Roland* : elle va nourrir, nous le savons, de grands arbres, nouveaux, une futaie française de chênes gaulois ; ces "chênes rouvres", dont le nom latin "robur" désigne le végétal et la vertu de force qu'il symbolise : le chêne et la vigueur. Il me souvient d'une vieille devise héraldique lue autrefois je ne sais où: « **Fides mea robur** » : le chêne est ma fidélité, ma fidélité est ma force : pour ce soir, et pour demain encore...

De la physique politique

« Un disciple de Bossuet et de Bonald estime que les lois reconnues de la Physique politique ne se conçoivent point sans la révélation : il leur faut Dieu pour auteur et explicateur. Mais un autre lui réplique, comme Laplace, « qu'il n'a pas besoin de cette hypothèse ». D'autres encore présenteront des systèmes d'une autre sorte, car les variations de sentiment religieux ou métaphysique peuvent se multiplier indéfiniment. Plus on s'éloigne de l'ordre des lois et des faits politiques, plus l'on se découvre étranger et philosophiquement ennemi ; mais plus l'on redescend vers cet ordre précis, plus les concordances re-

deviennent nombreuses et importantes. Mieux encore : dans certains esprits la communauté des pensées politiques semble en raison directe des divergences religieuses. J'en ai un bon exemple dans le double cas, véritablement privilégié, de MM. de La Tour du Pin et Hugues Rebell (...) **Extrême unité de conscience politique, extrême diversité de conscience religieuse, telle est donc la formule d'une situation dont il me reste à exprimer les conséquences pratiques.** »

Charles MAURRAS

La Politique religieuse (1912)

Comment faire l'unité quand il y a discorde ? Comment (re)construire une Cité quand ce sont des principes individuels d'anarchie qui prévalent et désorganisent ? Comment, en l'absence du roi qui exerce la souveraineté pour le bien de cette Cité, faire comprendre sa nécessité ? La réponse à ces questions, fut – est – l'Action française, organe de pensée salvatrice, et propagatrice d'icelle. Mais la chose est-elle réellement possible ? Et, notamment, l'athée peut-il composer dans la même politique avec le croyant comme l'enfant joueur avec le serpent dont parle le prophète ?

C'est ce qu'affirme avec force ce texte de Maurras tiré de *La Politique religieuse* qui va jusqu'à affirmer, de façon très inattendue, que la « **communauté des pensées politiques** » est parfois proportionnelle aux divergences métaphysiques et religieuses. Tout ceci exige d'être expliqué.

Empirisme organisateur

Notons, en premier lieu, qu'une telle « **communauté** » présuppose la « **reconnaissance** » des « **lois** » de la « **physique politique** » (que Maurras appelle parfois « **sociale** »). Le fait est, nous dit Maurras, que des esprits aux croyances, aux mœurs, aux engagements très différents – et même contradictoires – peuvent dégager ces grandes lois de « **physique politique** ».

Pourquoi ? Parce que ce qu'est empiriquement et par observation méthodique qu'on y atteint, avec le secours de quelque bon sens et le rejet de toute passion excessive, et non par déduction métaphysique ou théologique. (On peut concevoir, il est vrai, une sorte de "déduction" – comme celle, merveilleuse, de Bossuet à partir des « **Propres paroles de l'Écriture sainte** » – mais : 1) elle n'est pas nécessaire ; 2) elle n'a de valeur démonstrative que pour le croyant). Cette proposition, remarquons-le, est d'importance parce que de grande portée ; elle consonne avec l'« **empirisme organisateur** » de Maurras et de l'Action française qui fondent leur politique sur un accès en quelque sorte direct aux grands faits sociaux.

On pourrait s'en tenir à l'empirie ; il se trouve cependant que des âmes métaphysiques, religieuses ou simplement inquiètes veulent "interpréter" et "expliquer" ces faits, soit pour les rapporter à

une Volonté supérieure soit pour les inscrire dans quelque Principe suprême de l'Être. Mais cette exigence ou ces "sentiments" intérieurs, nous dit Maurras, sont, quant à eux, de nulle importance et conséquence pour la politique elle-même, laquelle ne saurait être tributaire d'une croyance.



Charles Maurras

Certes, et bien que Maurras ne le dise pas expressément ici, on peut présumer qu'il serait socialement préférable que beaucoup d'hommes croient en cette « **bienvilleance** » des grandes « **lois** » dont l'agnostic qu'il était disait d'ailleurs, dans *La politique naturelle*, qu'elles paraissent faire en effet signe vers quelque Dieu provident et inconnu de lui ; mais, encore une fois, une telle "hypothèse", pour n'être jamais entièrement satisfaite, ne saurait être une condition de la communauté politique.

Unité de conscience politique

Reste à expliquer l'« **extrême unité de conscience politique** » de gens qui, s'ils voient les mêmes choses, divergent totalement dans leur compréhension. Elle ressortit d'abord, à notre sens, d'un facteur d'ordre psychologique : c'est toujours une satisfaction et une joie de s'accorder avec des gens avec lesquels on ne s'entend par ailleurs sur rien... (Au rebours, un désaccord limité voire infime entre personnes qui sont censées partager la même *weltanschauung* est le plus souvent source d'aigreurs et de déchirements.)

Il y a davantage : l'accord, en dépit d'un tel contexte d'hostilité idéologique, met en valeur le fait qu'on a bien atteint l'incontestable (puisqu'il s'impose à tous) et, souvent, l'"essentiel" (d'où l'expression : « **être d'accord sur l'essentiel** »).

Maurras produit l'exemple, fort parlant en effet, de La Tour du Pin, le grand catholique "social", et du

très "païen" et nietzschéen auteur de *La Nichina* et de *Le fouet à Londres*, Hugues Rebell. Mais il aurait pu tout aussi bien donner ceux des dirigeants de l'Action française, venus d'horizons très divers, et souvent séparés par leurs croyances intimes.

La « **communauté des pensées** » et l'« **extrême unité de consciences "politiques"** » sont donc bien possibles ; elles sont aussi souhaitables, parce que fondatrices. Sont-elles promises à se réaliser sur une large échelle ? C'est moins sûr, hélas. Et, sous ce rapport, l'expérience de l'Action française est cruelle : hier, on a pu voir des catholiques, intégristes en leur genre, – et un pape, même – la condamner au motif que le mouvement propageait des vérités traditionnelles sans faire profession de partager leur doctrine et sans rattacher expressément sa politique aux dogmes catholiques ; aujourd'hui, on voit à l'occasion des royalistes "saintes nitouches" et d'autres scrogneugneu ne pas vouloir se commettre – ah ! les grandes et belles âmes – avec des souverainistes républicains ou de gauche.

Il est vrai que ce combat est difficile, âpre et souvent ingrat (sauf les joies de l'accord inespéré dont on a parlé). Reconnaissons aussi qu'il peut être trouble, aux yeux du moins de ceux qui ignorent les règles du "jeu", c'est-à-dire le calcul. Il peut encore être dangereusement ambigu : par exemple, ce que l'on met derrière les mots de "nation" ou de "patrie" (déjà polysémiques !) est-il le même chez un "maurassien" et un niais républicain encocardé ?

Enfin, il y a toujours le risque d'être instrumentalisé (un risque plutôt théorique, l'Action française ayant rarement manqué de lucidité). Avouons que cela fait beaucoup de réserves légitimes à opposer à un tel combat ! Mais s'il est de salut public ? Et en est-il un autre possible ? Devrions-nous par exemple entreprendre de convertir préalablement, pour assurer l'unité morale de la France, tout son peuple au catholicisme – ou au libertinage, si une majorité, déjà, y incline ?

Maurras n'a pas seulement mis le doigt sur une vérité : le possible accord des hommes sur une *physique politique* ; il en a fait le levier du salut. Tout le reste est littérature, ou nostalgie, ou abandon périlleux et paresseux à la seule Providence.

Francis VENANT

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Tél.
 Ville Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



Jean d'ORGEIX nous a quittés...

■ Jean-François de Thonel, marquis d'Orgeix, a été victime le 4 juillet 2006 d'un accident de voiture sur une route de l'Yonne. Il avait 85 ans.

Homme hors du commun, il a été de tous les combats sur terre.

La mer, le ciel, le désert ont fait de lui le roi de l'aventure. Il a mené aux quatre coins du monde d'incroyables aventures peuplées de peurs et de joies. De guide de brousse africaine jusqu'à son dernier raid à 70 ans de Marseille à Calcutta soit 130 00 kms parcourus en canot pneumatique, il n'avait qu'un seul mot à la bouche: "Aventures, Aventures, Aventures..."

Il fut également un sportif accompli, sa brillante carrière le porta à être deux fois champion du monde de voltige aérienne, à remporter 108 victoires internationales d'équitation, notamment la médaille de bronze aux Jeux olympiques de 1948 et la médaille d'or aux Jeux de Montréal.

Auteur de onze ouvrages, il était soucieux également de défendre le bien commun. Il aimait la France et milita pour le rétablissement des valeurs nationales. Il s'engagea très jeune dans la 16^e équipe des Camelots du roi de Paris avant de devenir le garde du corps de Charles Maurras.

À l'automne de 1944, lorsque l'Action française fut contrainte d'entrer dans la clandestinité face aux résistants devenus les maîtres du pouvoir, il fut de ceux qui animèrent les groupes de jeunes et d'étudiants à Paris et assurèrent leur formation politique. Jusqu'au bout, il est demeuré fidèle aux idées de sa jeunesse et a conservé son affection au maître de l'Action française.

Ses obsèques ont été célébrées le 11 juillet en la cathédrale d'Auxerre. L'inhumation a eu lieu dans le caveau familial du château d'Orgeix (Ariège) le 13 juillet.

Nous prions son épouse, la marquise de Thonel d'Orgeix, son fils François Nicolas de Thonel d'Orgeix et toute sa famille d'agréer l'expression de nos condoléances émuës.

E.F.

Du 18 au 27 août : CAMP MAXIME REAL DEL SARTE 2006

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ACTION FRANÇAISE

Au château de Lignières (Berry)



Formation politique : conférences, cercles d'études, ateliers et travaux encadrés.

Formation militante : toutes les techniques militantes avec une mise en pratique quotidienne sur le terrain ; du sport, selon les dispositions de chacun.

Formation technique : selon les responsabilités et le degré d'implication des participants, organisation, structure, communication et école de cadres.

Prix : 140 euros (10 jours, nourriture et hébergement compris). Pour les intermittents du camp le tarif est de 15 euros par jour. Chèques à l'ordre de CMRDS

SAMEDI 26 AOÛT : JOURNÉE PORTES OUVERTES

Conférences, animations et veillée. Ouvert à tous.

Des voitures sont déjà prévues au départ de Paris, Lyon, Aix, Nice, Strasbourg, Nantes, Blois...

Inscription à renvoyer à cette adresse :

Action française - CMRDS - 10 rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris

Renseignements complémentaires au 01 40 39 92 06 ou sur www.actionfrancaise.net/cmdrds

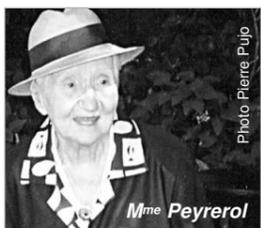


Photo Pierre Pujo

Mme Peyrerol

■ La journée d'A.F. organisée le 2 juillet en Bourgogne, a été pleinement réussie. Nos amis et sympathisants étaient réunis à Saint-Jean-de-Vaux – sur la côte chalonnaise – dans la propriété du professeur Foyard. Un nid de verdure dont les ombrages furent des plus appréciés, car le soleil tapait fort. On fêta les 90 ans de Mme Laurent Peyrerol, militante d'A.F. depuis trois quarts de siècle, qui réunit chaque année à Jambles les royalistes bourguignons à l'occasion de la Saint-Michel.

Toutes les générations étaient représentées, la plus jeune participante venue de Lyon avec ses parents, ayant ... trois mois. L'Action française demeure une grande famille.

La réunion avait été parfaitement organisée par Alexandre Boritch. Un excellent buffet était proposé aux participants. Au dessert, Mme Peyrerol, très en forme, souffla les bougies plantées sur l'un des trois grands gâteaux. Pierre Pujo, Alexandre Boritch et Jean Foyard célébrèrent tour à tour l'exemple de Mme Peyrerol dont

Les royalistes en Bourgogne

l'âge n'a pas émoussé les convictions nationalistes et royalistes, l'ardeur militante et la constante bonne humeur. Puis M^{me} Schepens lut des poèmes évoquant la royauté. Puis M^{me} Peyrerol rappela comment, en 1931, elle avait adhéré à la Ligue d'Action française et lut une lettre que lui avait adressée M^{me} Léon Daudet. Plusieurs cadeaux lui furent ensuite remis.

Dans cette ambiance chaleureuse, le combat d'Action française n'a pas été oublié. Une Action française plus que jamais présente dans les débats de l'actualité. C'est ce qu'a souligné Sébastien de Pouzols au nom des étudiants d'A.F. de Lyon.

Pierre Pujo a rappelé que l'A.F. continuait à défendre l'intérêt national en toutes circonstances sans aucune préoccupation électoraliste. Elle mène le combat des idées et travaille à changer les esprits. Telle est la façon la plus efficace de préparer un changement de régime qui seul remédiera aux maux de la France.

La réunion s'est terminée, alors que le soleil déclinait, par le chant de la *Royale*.

Actions prévues à l'automne : le rassemblement de la Saint-Michel à Jambles le 1^{er} octobre ; un déjeuner à Dijon dans le courant d'octobre.

A.F.



Les sympathisants d'AF venus fêter l'anniversaire de la "grand-mère des camelots"

Photo Pierre Pujo

LIVRES REÇUS

● **Norbert Ferrer : NOS BONS AMIS LES ANGLAIS-SAXONS... ET QUELQUES AUTRES.** – Où l'on constate que les Anglais et les Américains ont été au XX^e siècle des alliés nécessaires mais rarement nos amis. L'égoïsme national et le cynisme ont guidé leur comportement. Les faits et les chiffres l'attestent. Malheureusement, il est dans la nature de la République française d'être à la remorque de l'étranger. *Éd. Godefroy de Bouillon, 94 pages, 15 euros.*

● **Général Jean Compagnon (c.r.). CE EN QUOI JE CROIS.** – Cet ancien commandant de la 11^e Division parachutiste qui, en quittant l'Armée, s'est engagé il y a trente ans dans une vie civile active énonce dès le début de son ouvrage ce en quoi il croit : *Dieu, la France, l'Armée, la Famille.* À l'approche de ses 90 ans, il livre ses réflexions sur une carrière militaire bien

remplie où l'attachement aux valeurs essentielles lui a permis de faire face aux aléas d'une époque fertile en turbulences et en drames.

Il donne son avis sans ambages sur les événements. Ainsi : « **En France la moindre proportion des victimes de la Shoah est due au fait que le gouvernement de Vichy constitue un "écran" fragile mais réel, qui n'existe pas dans les pays soumis directement à un "Gaulleite" nommé par Hitler.** ». M. Chirac devrait lire l'ouvrage du général Compagnon...

Celui-ci n'hésite pas aussi à redresser une erreur historique en précisant que les blindés du général allemand Guderian ne furent pas raptés en mai 1940 par la division cuirassée de réserve commandée par le général De Gaulle à Montcornet, mais par celle commandée par le général Bruche. « **Un mythe qui tombe ! ... Combien en existe-t-il d'autres ?** », ajoute le général Compagnon.

On trouvera aussi dans cet ouvrage d'intéressantes réflexions sur le rôle social de l'officier à notre époque. Les vingt-deux petits-enfants du général Compagnon ne seront pas les seuls à profiter des leçons d'un homme qui toute sa vie a été pénétré du sens du Devoir. *Œuvre écrite avec la collaboration du général (c.r.) Henry d'Hérouville. Éd. Parole et Silence. 214 pages. 18 euros.*

● **Louis de Condé : VOYAGES, VOYAGES, VOYAGES...** – Il est fréquent de considérer la vie comme un voyage. La vie de Louis de Condé a été remplie de nombreux voyages « **antérieurs** », « **intérieurs** » et « **ultérieurs** » où l'ont conduit ses engagements successifs. Ce recueil de poèmes aux rythmes et aux sonorités harmonieux, chante la France, l'Algérie et les soldats perdus, mais aussi Monica qui, venue de Rome et rencontrée dans les combats,

a joint son destin au sien. De beaux vers marqués du signe de la fidélité, du courage et de l'espérance, écrit par l'un des compositeurs du Petit-Clamart. *Librairie de la Tour, à Vichy. 330 pages avec photographies.*

● **Pinatel : PARRICIDE, LA SORTIE.** – Devant une croix de Lorraine, Chirac s'affaisse, tandis que Sarkozy lui plante un poignard dans le dos... : telle est la scène qui orne la couverture du récent album du dessinateur Pinatel. Celui-ci toujours en verve et plein d'imagination, illustre l'actualité d'un coup de crayon vengeur. Les rivalités pré-présidentielles y tiennent une bonne place, mais aussi les prévenances de Chirac pour la Turquie, les troubles dans les banlieues, etc. *Un album A4 de 128 pages, 23 euros. Édité par Le Trait, 22 rue Saint-Paul, 75004 Paris. Prix : 23 euros.*

P.P



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE
PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT : STÉPHANE BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS : THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION : Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

LE MONDE ET LA VILLE

MARIAGE

● Nous avons appris avec une grande joie le mariage de notre ami et collaborateur Romaric d'AMICO avec Mlle Eléna PAGNY.

La cérémonie orthodoxe de couronnement a eu lieu ce dimanche 16 juillet en l'église Saint-Magloire -Saint-Jean de Shangai à Trévron. La divine liturgie qui l'a précédée a été célébrée par S.E. Monseigneur Philaret de France.

Nous présentons nos vives félicitations aux parents et grands-parents et formons des vœux très affectueux de bonheur pour Elena et Romaric.

INFORMATION

● Un *Hommage aux Gardes Suisses pour cinq siècles d'Honneur et de Fidélité* aura lieu le samedi 16 septembre 2006 à Thiberville (près de Lisieux) À 10 h 30 : messe de Requiem célébrée par l'abbé R. de La Motte. À partir de 14 heures : spectacle de la *Troupe des Cœurs de Chouans*, suivie de *2006 apprendre et ne pas oublier*, évocation de l'histoire des Gardes Suisses par A.J. CZOUZ-TORNARE, chargé de cours à l'université de Fribourg.

* Pour tout renseignement : 06 71 02 26 47 ou 06 80 42 46 71

En prévision des vacances, notre chroniqueur littéraire vous propose de faire provision de livres, avec une sélection de lectures aussi distrayantes qu'instructives.

LITTÉRATURE

ERNEST HELLO Contes extraordinaires

De la famille spirituelle de Léon Bloy et de Jules Barbey d'Aureville, le breton Ernest Hello (1828-1885), redoutable pamphlétaire et hagiographe catholique trop méconnu, est également l'auteur de contes moraux et métaphysiques devenus introuvables mais que l'on vient



heureusement de rééditer. L'exigeant auteur de *L'Homme* y brille de tout l'éclat de sa plume mordante et de sa Foi ardente.

* Éd. du Sandre, 286 p., 29 euros.

JEAN DE LA VARENDE Nez-de-cuir

Roman le plus célèbre de l'écrivain royaliste, *Nez-de-cuir* retrace l'histoire de Roger de



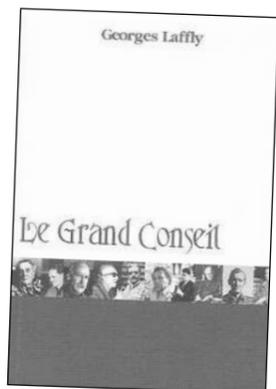
Tainchebraye, gentilhomme normand atrocement blessé au visage en 1814. Obligé de porter un masque il devient néanmoins le plus grand séducteur du Pays d'Ouche. On retrouve dans ce livre toute la force d'écriture de La Varende, mêlée de cette sensualité récurrente qui a fait naître au travers de ses nouvelles et

réécrit l'une des œuvres littéraires française les plus singulières du XX^e siècle.

* Éd. Bartillat, 292 p., 18 euros.

GEORGES LAFFLY Le Grand conseil

Le "Grand conseil", ce sont les écrivains français du XX^e siècle préférés du critique Georges Laffly. Ce sont également presque tous les nôtres. Prenez d'abord les monarchistes : Georges Bernanos, Jacques Perret, Pierre Boutang et Roger Nimier. Rajoutez-y



quelques inclassables : Jean Paulhan, Raymond Abellio, Marcel Jouhandeau et Jules Monnerot. Terminez avec les voyageurs : André Fraigneau et Valéry Larbaud. Vous obtenez alors dix textes de critique profonde et clairvoyante. Un chef-d'œuvre du genre à ne pas manquer.

* Éd. de Paris, 212 p., 24 euros.

NOËLLE VILLEROUX Frédéric Lefèvre

Véritable "sorcier" des *Nouvelles littéraires*, dont il fut près de trente ans le rédacteur en chef, le journaliste et romancier Frédéric Lefèvre (1889-1949) méritait d'être tiré de l'ombre. Issu d'un milieu rural mayennais, Lefèvre devait, après avoir exercé divers métiers s'illustrer par sa célèbre chronique *Une Heure avec...* Un temps attiré par le Sillon, il fut relativement proche de Maurras, Massis et Bernanos dans les années 1920. Une biographie salutaire qui devrait intéresser tous les amateurs d'histoire littéraire.

* Préface de Catherine Paysan. Éd. de la Reinette, 208 p., 23 euros.

HISTOIRE

PHILIPPE DELORME Les Princes de la mer

Dans son dernier livre, l'historien Philippe Delorme nous livre ici une série de portraits princiers

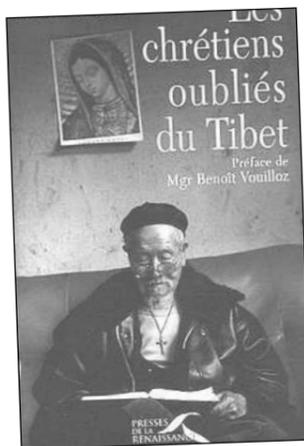
par Pierre LAFARGE

en rapport avec le domaine maritime, depuis le mythique Ulysse jusqu'à Lord Mountbatten. Militaires, politiques, explorateurs ou scientifiques, ces princes ont, chacun à leur façon, répondu à l'appel de la mer. Côté capétiens on y trouvera Henri le Navigateur, roi du Portugal au XV^e siècle, Louis XVI, le Prince de Joinville, fils de Louis-Philippe et Carlos I^{er}, également roi du Portugal, assassiné en 1908.

* Préface de Dom Duarte, duc de Bragança. Éd. Bartillat, 384 p., 20 euros.

ANDRÉ BONET Les chrétiens oubliés du Tibet

Dès le XVII^e siècle, les missionnaires jésuites pénétrèrent au Tibet. Au siècle suivant, ce furent les capucins italiens. Mais fallu attendre le milieu du XIX^e siècle pour que les prêtres des Missions étrangères de Paris, puis à partir des années 1930 les chanoines du Grand Saint Bernard maintiennent une présence durable, bien que ténue, aux marches du Toit du monde. Une présence chrétienne assurée au prix de nombreux martyrs, dont le dernier, Maurice Tor-



nay est tombé en 1949. Il a été béatifié en 1993 par le pape Jean-Paul II. C'est cette épopée menée par une soixantaine de pères que retrace André Bonet. Une communauté catholique de 500 fidèles subsiste encore aujourd'hui à Yerkalo. Elle est desservie par deux prêtres après en avoir été privée pendant près d'un demi-siècle.

* Préface de M^{sr} Vouilloz. Presses de la Renaissance, 324 p., 21 euros.

HERVÉ COUTAU-BÉGARIE Les médias et la guerre

Un épais volume historique fruit du travail de la Commission française d'histoire militaire, re-

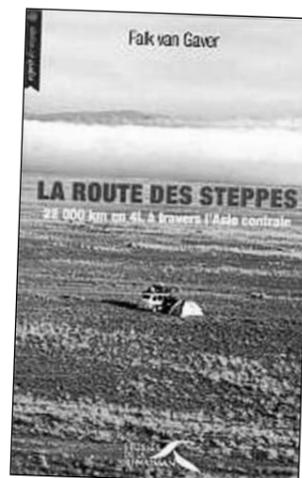
groupant pas moins de 59 contributions, qui constitue la référence incontournable sur le sujet. Concernant *L'Action française*, on y lira avec profit les articles de Jean-Pierre Deschodt (« La part du Poilu dans la victoire. Une campagne de *L'Action française* ») et Jérôme Besnard (« *L'Action française* en mai-juin 1940 »).

* *Economica*, 1034 p., 49 euros.

VOYAGES

FALK VAN GAVER La route des steppes

Avec son ami Jean-Baptiste Warluzel, Falk van Gaver, qui fit parti de l'équipe de la défunte revue *Immédiatement*, a parcouru 22 000 km à bord d'une 4 L, traversant la Turquie, le Caucase



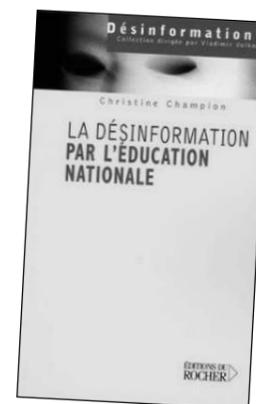
et les steppes d'Asie centrale jusqu'aux confins de la Chine. Il en rapporte un carnet de voyage abondamment illustré, qui constitue une excellente et dépaysante introduction aux réalités contemporaines de l'espace turcophone.

* Presses de la Renaissance, 276 p., 19 euros.

ESSAIS

CHRISTOPHE CHAMPION La désinformation par l'Éducation nationale

Ce n'est pas aux royalistes que l'on apprendra que l'Éducation nationale est un impressionnant outil d'endoctrinement et de désinformation. Instaurée à la fin du XIX^e siècle pour propager l'idéologie républicaine et l'esprit des Lumières, l'école laïque n'arrive plus aujourd'hui à remplir sa mission éducative. Christine Champion, enseignante et documentaliste, nous en livre les raisons et suggère des re-



mèdes. Un livre complet, très bien documenté et sans concessions au politiquement correct sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus longuement dans un des prochains dossiers de l'AF 2000.

* Préface de Vladimir Volkoff. Éd. du Rocher, 204 p., 19,90 euros.

MICHEL TINTOU Dictionnaire français-limousin

Le Limousin est une des variantes majeures de la langue d'Oc. Majoral du Félibrige, continuateur à ce titre de l'œuvre de Frédéric Mistral et de Joseph Roux, Michel Tintou était déjà l'auteur d'une *Grammaire limousine*. Avec ce dictionnaire, fruit d'une vie de recherches, il nous offre un second outil indispensable tant à l'érudite qu'au curieux de la langue d'Oc, partie intégrante du patrimoine littéraire et linguistique français.

* Préface de Robert Joudoux. Lemouzi, 362 p., 32 euros. Lemouzi, 13, place Municipale, 19000 Tulle.

ENFANTS

FRANCIS BERGERON Le secret des Korrigans

« La réaction en culottes courtes », titrait récemment le *Choc du mois* à propos des livres pour enfants écrits par Francis Bergeron. La dix-neuvième aventure du Clan des Bordesoule ne faillit pas à son excellente réputation. En vacances à La Baule, nos quatre héros vont à nouveau déjouer les pièges des garnements du coin et vivre l'aventure pour le plus grand plaisir de leurs nombreux jeunes lecteurs. A mettre d'urgence entre toutes les mains.

* Préface de Claudine Métaureau. Ed. du Triomphe, 120 p., 9 euros.

